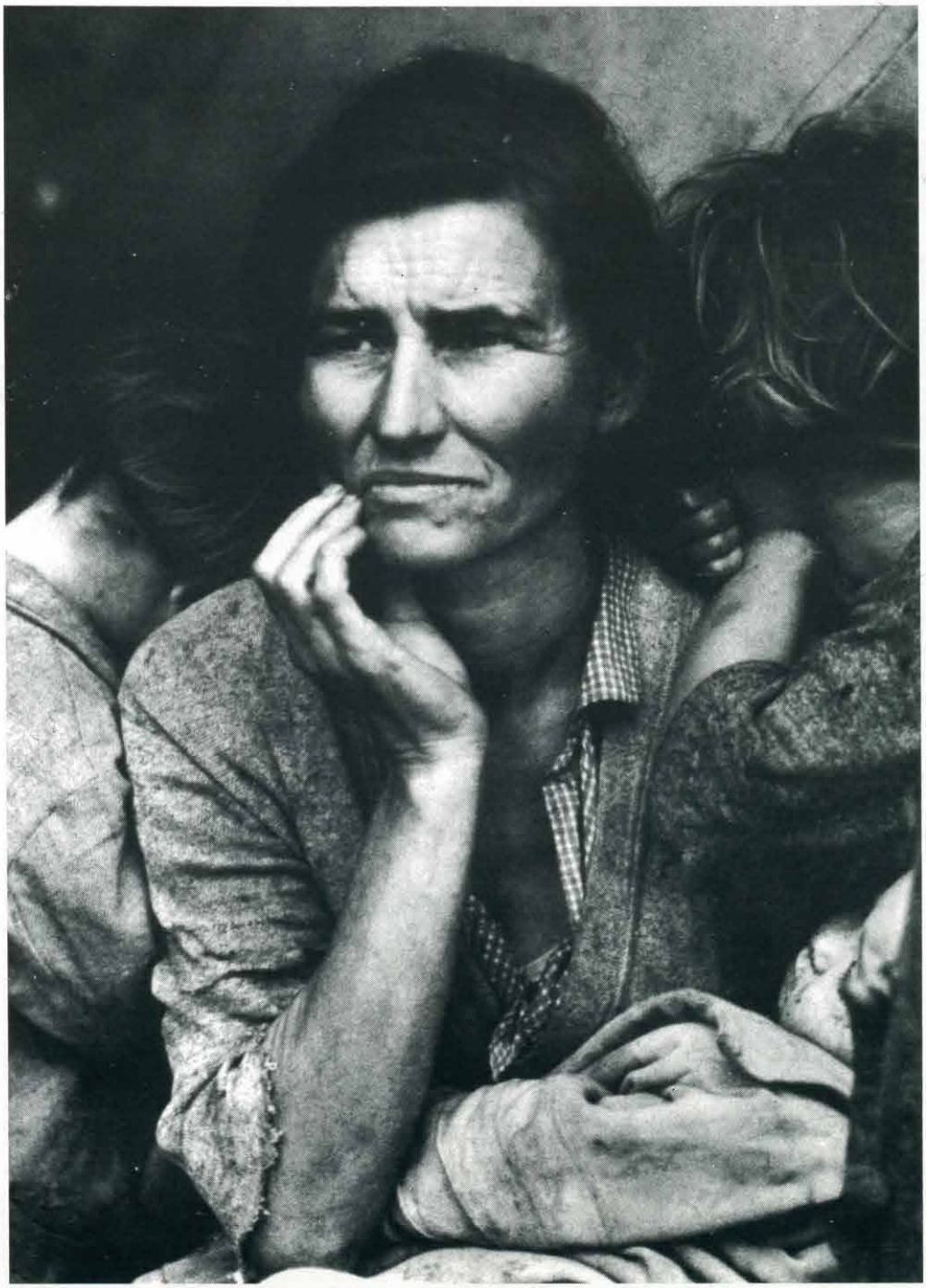
Critique Communiste

Revue mensuelle de la Ligue communiste révolutionnaire
(section française de la IVe Internationale)

N°72 MARS 1988 20 F



DOSSIER

REPONDRE A LA CRISE

Chômage, précarité, flexibilité : une trilogie redoutable

René Char : le visage final

LE VIDE ET LE TROP-PLEIN

Maître en transfert de responsabilités et en auto-absolution, Edmond Maire se complaît à dénoncer le « vide politique » : *« Entre les réformes des structures d'inspiration étatique, dont la gauche attendait trop, et la doctrine libérale dont la droite attendait trop. Il y a aujourd'hui le vide, le vide de la pensée, le vide de la proposition, le vide de l'ambition. »* (*In Libération* du 2 février 1988.)

Il n'est pas le premier, il ne sera pas le dernier. N'est-ce pas la monotone complainte de tous ceux qui sont précisément censés donner un contenu à un débat de société dont ils dénoncent l'étiolement et la vacuité ? Si le vide ne leur fait pas horreur, c'est qu'ils craignent le trop-plein.

Comment admettre qu'on décide d'élire un président qui aura charge sept années durant des destinées du pays, sans que soit même évoqué le problème du chômage ? Comme si les slogans creux des uns et des autres ne s'adressaient qu'à des fantômes de citoyens, sensibles aux seules fanfaronnades et insoucieux de leur propre sort tissé de licenciements, de recherche désespérée d'un premier emploi, de précarisation aggravée sans fin... Marx disait que *« l'économie politique ne connaît donc pas l'ouvrier sans emploi, le travailleur dans la situation d'un sans-travail »*. Refusons que la politique veuille aussi l'ignorer !

C'est la faute à la crise, nous dira-t-on. La crise *capitaliste*. Parlons-en, puisqu'elle n'est pas hors champ de la politique. Et sommons chacun de dire quelles réponses il prétend y apporter. Imparable question que d'aucuns voudraient voir s'évaporer du débat présidentiel. Voilà le déficit de contenu ! Une absence de réponses obligeant à escamoter les seules questions qui vaillent... *Critique communiste*, de toutes ses forces, s'oppose à ce criminel escamotage. Avec Pierre Juquin, nous voulons le *« renversement des perspectives »* : mettre au centre ce que les autres prétendent renvoyer aux marges : la pauvreté, l'injustice, l'exclusion...

L'enjeu est là. Répondre à la crise, pour ne pas céder à l'attraction du vide.

SOMMAIRE

DOSSIER

4 Répondre à la crise, par Jacques Cherbourg, Maxime Durand, Henri Wilno.

12 Quelques arguments, par Maxime Durand.

★ ★ ★

15 Chômage, précarité, flexibilité : une trilogie redoutable, par Elie Nicolas.

23 René Char, le visage final, par Didier Hanne.

25 Mikhaïl Gorbatchev ou la quadrature du cercle, par François Dietrich.

29 A nouveau sur le Parti bolchevik, par David Cameron.

Photo de couverture : Dorothéa Lange. « Migrant Mother », Californie, 1936.

Dossier

Répondre à la crise

JACQUES CHERBOURG, MAXIME DURAND ET HENRI WILNO

Dans le cadre de la campagne de soutien à Pierre Juquin, les questions économiques et sociales sont en débat. Des camarades du groupe de travail économique de la LCR ont proposé à la discussion le texte que nous publions dans ce numéro de *Critique communiste*. Il ne s'agit pas de développer à nouveau une analyse de la crise, mais plutôt de dessiner ce que pourraient être un programme et une stratégie de sortie de crise.

LA CRISE, C'EST LA CRISE DU CAPITALISME

Un développement incontrôlé des flux financiers et monétaires indépendamment de l'économie réelle.

En septembre 1987, en France, l'indice de la production industrielle s'établissait à 102 (base 100 en 1980) tandis que celui des valeurs boursières était à 429 (base 100 au 31 décembre 1981).

Seulement 10 % des transactions quotidiennes sur devises à Londres (soit 90 milliards de livres par jour en 1985) correspondent à une activité d'échanges des entreprises.

Les conséquences de cette situation sont en premier lieu le krach d'octobre-novembre, mais aussi le renforcement des contraintes extérieures sur les politiques économiques.

La France est par exemple obligée de maintenir des taux d'intérêt réels supérieurs à ceux de la RFA pour soutenir le franc, et ceci au détriment des possibilités de croissance économique. Les politiques de désinflation sont dans l'impasse : on peut réussir à réduire les variations de prix et de coûts salariaux en France au niveau moyen des autres pays industrialisés sans pour autant rien gagner en compétitivité en raison des variations des taux de change, notamment du dollar.

L'incapacité à régler le problème des rapports Nord-Sud et de la dette du tiers monde.

Cette incapacité pèse sur la situation économique mondiale : en fragilisant de nombreuses banques, mais aussi en ajoutant un élément supplémentaire aux tendances récessives. En effet, la contrainte de remboursement de la dette (ou au moins de paiement des intérêts) oblige les pays du tiers monde à mener des politiques d'austérité qui réduisent encore plus les débouchés des économies du Nord. Une approche plus complète du problème doit inclure les faits suivants : depuis 1984, les flux de capitaux nets se sont inversés : les paiements du tiers monde dépassent les décaissements des banques et des Etats développés. Ainsi, en 1986, on obtient (source Paribas-Banque mondiale) :

apports au tiers monde :	72 milliards de $
remboursement de la dette :	101 milliards de $
transferts nets vers les pays développés :	29 milliards de $

Il ne s'agit là que des transferts officiels liés à la dette, il faut y ajouter les rapatriements de bénéfices des multinationales, et aussi les opérations financières des classes dominantes des pays du tiers monde. Fin 1985, les pays en voie de développement (PVD) emprunteurs de capitaux détenaient à l'étranger environ 500 milliards de dollars d'actifs (dont seulement 150 milliards comptabilisés dans les réserves officielles) soit un montant équivalent à 50 % de leur dette extérieure totale.

Les deux tiers des sorties de capitaux du tiers monde ne donnent pas lieu à déclarations et peuvent donc être considérés comme des fuites de capitaux. Celles-ci concernent pour plus de la moitié les pays d'Amérique latine qui constitue la zone la plus endettée (Source : Paribas).

Une utilisation récessive du progrès technologique.

La logique du profit entraîne des choix négatifs pour l'humanité et l'environnement :

☆ Au lieu de la déqualification pour le plus grand nombre, les nouvelles techniques pourraient permettre d'avancer vers la polyvalence des formations et des qualifications.

L'étranglement du tiers monde par la dette. Lutte paysanne au Mexique.

☆ Au lieu de la rentabilisation et de la privatisation, l'essor de la productivité permettrait d'aller dans un nombre grandissant de secteurs vers la gratuité ou la quasi-gratuité, c'est-à-dire vers une allocation plus socialisée des ressources : santé, éducation, transports, voire logement.

☆ Au lieu du chômage comme non-travail et non-être social, et de la précarité comme mode d'existence des jeunes, l'option devrait être celle d'une réduction massive de la durée du travail, comme base de l'émancipation humaine. Si rien n'est fait en ce sens, les tendances spontanées de l'économie conduisent à un sous-emploi de plus en plus massif : 3,5 millions de personnes en France en 1992, soit 14,6 % de la population active, dans le scénario le plus favorable du point de vue de l'environnement international. (Source : INSEE, prévisions DMS décembre 1987).

☆ Des dégâts de plus en plus irrémédiables sont causés à l'environnement naturel : il s'agit là de la même logique d'asservissement aux exigences à courte vue du profit.

La faillite du libéralisme : les recettes néo-libérales, même à la sauce social-démocrate, ne réussissent pas à dessiner une sortie de crise.

Au-delà des divergences sur les modalités, un consensus existe entre la droite et le PS sur la nécessité d'une politique économique de « rigueur » pour rétablir les bases internes de la croissance et revenir à l'équilibre extérieur. Ce type d'accord se retrouve non seulement en France mais dans la plupart des pays d'Europe occidentale.

☆ La justification interne de l'austérité est le « théorème » attribué à Helmut Schmidt, selon lequel *« les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain »*. Or, on constate de ce point de vue un double blocage :

— Le passage du profit à l'investissement se fait mal du fait de l'insuffisance de la demande (pour rétablir les marges on freine les salaires et donc la demande) : les politiques économiques sont ainsi confrontées à l'impossibilité d'obtenir simultanément profits et débouchés.

— Le passage de l'investissement aux emplois se fait tout aussi mal parce qu'il s'agit essentiellement, dans un contexte de faible croissance, d'investissements dits de rationalisation qui visent avant tout les économies d'emploi.

Le taux de marge des entreprises privées est ainsi passé de 24,1 % de leur valeur ajoutée en 1980 à 28,1 % en 1986. Dans le même temps, leurs investissements n'ont progressé que de 6 %, tandis que leurs effectifs baissaient de 3 %. Une partie importante de la hausse des profits est en pratique venue alimenter le développement des placements financiers.

☆ Quant à l'objectif de rétablissement des comptes extérieurs, la généralisation des politiques d'austérité conduit à l'impasse. En effet, si un pays pris isolément comprime sa demande et ses importations, tout en essayant de développer ses exportations, il peut s'en sortir. Mais seulement sur le dos des autres puisque les importations des uns sont les exportations des autres : le propre de cette politique économique est que sa généralisation débouche inévitablement sur le rétrécissement de la production.

LES GRANDES LIGNES D'UNE POLITIQUE ECONOMIQUE ALTERNATIVE

Une politique économique alternative est nécessaire.

Depuis le début de la crise, toutes les politiques économiques de gestion de la situation dans le cadre du système capitaliste ont été essayées ; la plupart des pays européens ont vu se succéder gouvernements de droite ou social-démocrates. En France, nous avons eu successivement :

— une politique de relance d'inspiration keynésienne avec le premier gouvernement Chirac de 1974 à 1976 ;

— le tournant vers l'austérité avec la nomination de

Barre comme premier ministre au second semestre 1976 et une première expérience de libération des prix ;
— la politique de relance keynésienne et de réformes sociales menée par le gouvernement du PS et du PC après 1981, dans le cadre du système économique existant et sans remise en cause des formes d'insertion internationale de la France ;
— le tournant sans équivoque vers l'austérité à partir de mars 1983, avec, ensuite, des mesures progressives de libéralisation sous l'impulsion de Bérégovoy ;
— le retour de la droite depuis mars 1986, dont la politique consiste ouvertement à privilégier les privilégiés, sans apporter aucun élément de nouveauté quant aux problèmes de fond.

Toutes ces politiques, pour des raisons en partie différentes, ont échoué à frayer un chemin de sortie de la crise. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'existe pas d'issue capitaliste à la crise actuelle. Au contraire : si le mouvement ouvrier n'est pas capable d'imposer une autre voie, une sortie capitaliste aura lieu mais son contenu sera très probablement extrêmement régressif. Il s'agit donc de définir les voies et les moyens d'une autre politique.

Quatre principes essentiels.

☆ Faire de la satisfaction des besoins sociaux la priorité : il faut *« donner la priorité aux valeurs d'usage »*. Cela suppose de prendre en compte l'ensemble des besoins, y compris ceux qui ne s'expriment pas à travers une demande solvable.

L'objectif est de faire échapper une part grandissante de la satisfaction des besoins à la seule contrainte de l'échange marchand.

☆ Donner sa place à chacun : exclure quelqu'un du travail, c'est l'enfermer individuellement dans un non-être social, mais c'est aussi une perte pour l'ensemble de la collectivité. Donner à chacun un véritable emploi doit être une contrainte que la société doit s'imposer à elle-même.

A QUOI SERT LA BOURSE ?

Selon les manuels d'économie, la Bourse est le cœur de l'économie : c'est là que les « capitalistes » qui achètent des titres choisissent parmi les « entrepreneurs » ceux qui leur semblent les plus performants et contribuent ainsi au « progrès » global de l'économie.

Voyons maintenant la réalité. Sur la période 1981-1986, les sociétés françaises ont investi 2 225 milliards de francs. Ceci a été financé par émissions d'obligations (177 milliards) et d'actions (494 milliards), soit 30 % du total des investissements, le reste provenant des ressources propres (les profits non distribués) et des crédits bancaires.

Mais, dans le même temps, les entreprises ont acheté pour spéculer 49 milliards d'obligations et 464 milliards d'actions. La Bourse n'a donc en réalité apporté que 158 milliards d'argent nouveau, c'est-à-dire seulement 7 % des investissements !

Bien loin d'être le lieu de l'orientation des investissements, la Bourse n'est que le temple des spéculateurs. Le récent krach a confirmé que la comparaison que Keynes établissait entre la Bourse et un casino reste toujours d'actualité.

Par ailleurs, la Bourse est souvent décrite comme l'exemple même du « marché pur et parfait ». A cette « pureté » et à cette « perfection » il est clair aujourd'hui qu'il faut opposer l'objectif d'une planification consciente de l'économie.

☆ Pour une économie autogérée et planifiée : il faut retrouver l'inspiration du congrès de Solidarnosc et de son « Programme pour une République autogérée ». L'essentiel est de donner à chacun, par les formes d'organisation appropriée de l'économie et de la société, le moyen de participer aux décisions. Cette souveraineté des travailleurs ne peut s'exercer au gré des lois des marchés, elle implique au contraire la planification, mais une planification dont la démocratie ouvrière serait le principe d'efficacité.

☆ Pour la concertation internationale et la coopération Nord-Sud : il faut rejeter toute tentation de repli sur un horizon national, tout en ne faisant pas preuve d'angélisme vis-à-vis des conditions d'internationalisation imposées par le capitalisme. Cela signifie, tant au niveau de la CEE que dans les rapports avec le tiers monde, faire prévaloir l'intérêt commun des peuples. C'est la seule issue, à moins d'accepter le « toujours moins » capitaliste : tant que les ouvriers français ne seront pas au niveau des Sud-Coréens et ceux-ci à parité avec l'Indonésie, il y aura toujours un différentiel dans les coûts du travail, même pondérés par la productivité. Il faut explorer des pistes nouvelles, par exemple en matière de « moralisation » des échanges internationaux : des tarifs douaniers pondérés par les avantages sociaux des salariés sont par exemple tout-à-fait concevables.

Pour conclure : *« Des contre-propositions économiques, la recherche de nouveaux critères de gestion sont importantes. Mais elles comportent un danger économiste. Or, l'essentiel est politique : c'est l'orientation prescrite à l'économie, la place et le rôle de celle-ci dans la société. »* (Pierre Juquin, *Fraternellement libre*, lettre à Alain Clavaud, page 197.)

DES MESURES NECESSAIRES

La présentation rapide qui suit repose sur quelques idées-force :

☆ Du point de vue de la transformation sociale, le gradualisme n'est pas une option plus facile : il faut au contraire franchir des seuils qualitatifs, par exemple en matière de durée du travail ou de structure des rémunérations. Ne serait-ce qu'en raison de l'irréversibilité des acquis ainsi à peu près garantie.

☆ Mais cette nécessité de franchir des seuils renvoie surtout à la capacité d'une expérience de transformation sociale de susciter une dynamique de soutien et de mobilisation, dont la puissance dépendra évidemment de l'ampleur des transformations à consolider.

☆ Une société n'est pas malléable à l'infini. Ainsi, dans un pays du tiers monde, les potentialités de l'appareil productif sont grandement limitées. En tout état de cause, il faut maîtriser l'adéquation entre l'offre sociale et la demande sociale : si l'on distribue du pouvoir d'achat, il faut par exemple que les produits sur lesquels va se porter la nouvelle consommation soient effectivement offerts. Cette condition doit être réalisée non seulement globalement, mais aussi sectoriellement : si l'on modifie par exemple la structure de la demande au détriment des produits de luxe, il faut réorienter l'appareil productif du point de vue de sa spécialisation sectorielle.

☆ Il est prévisible qu'une entreprise de transformation

sociale introduirait un déséquilibre à court terme, compte tenu de l'ampleur du choc et de la différence des vitesses avec lesquelles opèrent les processus : si la demande peut être modifiée de manière pratiquement instantanée, l'adaptation de l'offre obéit à un rythme plus lent.

Ces déséquilibres s'expriment sur le terrain économique à quatre niveaux : solde du commerce extérieur,

Une pauvreté et une misère inconcevables à l'orée du XXIe siècle.

déficit budgétaire, tensions inflationnistes et risques de grève de l'investissement. Il faut tolérer une certaine marge de manœuvre sur les deux premiers points, ce qui ne pose pas de problème insurmontable dans le cas d'un pays comme la France. Et il faut, en ce qui concerne le comportement des entreprises, prendre des mesures qui sont autant d'ordre politique qu'économique. Le réajustement ne peut intervenir qu'à moyen terme et il repose sur la mobilisation des travailleurs.

Sur ces différents points, il faut tirer parti de l'expérience du gouvernement de gauche lors de la relance de 1982. Celle-ci est venu buter sur les obstacles suivants :

☆ La distribution de revenu supplémentaire a été réelle, mais largement insuffisante pour créer un effet de seuil tel que les travailleurs y voient une conquête fondamentale à défendre. Il n'y a pas eu d'emblée de réponses quant à la réduction de la durée du travail. Au niveau international, l'erreur technique consistant à ne pas dévaluer reflète bien la volonté de ne pas effaroucher « nos partenaires », c'est-à-dire les bourgeoisies des autres pays.

☆ La contrainte extérieure a été subie et a entraîné une dégradation considérable du commerce extérieur, faute d'avoir pris des mesures tout-à-fait élémentaires de contrôle des courants d'importations.

☆ Les investissements sont passés au point mort, en raison de la crise générale et de la méfiance vis-à-vis du gouvernement de gauche, mais ni le secteur public nationalisé, ni le système de crédit nationalisé n'ont été utilisés de manière à imposer d'autres normes de gestion et d'autres orientations à l'investissement, alors qu'il s'agit pourtant là de la raison essentielle des nationalisations. Au contraire, Bérégovoy a pris un grand nombre de mesures de déréglementation financière, car on a pu y mesurer les effets lors du récent krach boursier (voir encadré sur la Bourse).

☆ Les mesures de la gauche n'ont pas été accompagnées d'un appel à la mobilisation et d'un effort pour transformer concrètement les rapports de travail dans le sens d'une plus grande initiative des travailleurs. Les nationalisations n'ont pas vraiment été l'affaire des salariés, même pas de ceux des entreprises concernées.

☆ Compte tenu de toutes ces observations préalables, on peut maintenant esquisser ce que pourrait être un programme de transformation sociale.

POUR L'EMPLOI, POUR UNE VIE DECENTE

Il faut partager le travail, pas le chômage. Le progrès technique permet de travailler moins en produisant autant : la seule utilisation progressiste de cette possibilité c'est les 35 heures tout de suite sans perte de salaire. Et il ne s'agit là que d'une étape vers les 30 heures ,qui permettrait réellement aux salariés de vivre autrement et de participer aux « fruits de la productivité ».

Contre la montée d'une pauvreté et d'une misère inconcevables à l'orée du XXIe siècle, la société doit se fixer comme contrainte essentielle l'assurance pour chacun d'un revenu décent. Son niveau doit être précisé puisque, dans le cas contraire, ce serait admettre implicitement que le niveau actuel est suffisant. On peut choisir l'estimation de la CGT pour affirmer qu'on ne peut vivre décemment dans la France de 1988 avec un revenu inférieur à 6 000 F.

De cette affirmation, il faut tirer la conséquence immédiate qui est qu'aucun revenu ne saurait rester inférieur au seuil de vie décente ainsi défini. Cela implique donc que le revenu minimum doit être garanti non seulement aux salariés mais aussi aux retraités et à tous ceux à qui le système économique dénie le droit d'avoir un emploi. Aujourd'hui, on en est loin : le SMIC brut est à 4 700 F mensuels, l'allocation vieillesse minimale à 2 500 F, et l'allocation chômage de garantie de ressource de moins de 2 000 F, sans parler de ceux qui vivotent de petits boulots ou ont perdu toute source de revenu.

LES MOYENS DE FINANCEMENT EXISTENT

Pour garantir les revalorisations de revenus, il faut s'assurer que celles-ci auront eu lieu une bonne fois pour toutes, c'est-à-dire instaurer une échelle mobile des salaires. Un tel dispositif n'est pas inflationniste en soi, mais seulement dans le cas où les entrepreneurs cherchent à récupérer par des hausses de prix les ajustements de salaires et de cotisations sociales. C'est

un cas probable qui ne connaît que deux issues : ou la mobilisation des travailleurs en défense de leur nouveau niveau de vie est suffisante pour enrayer le processus, ou alors il faut renoncer à ces conquêtes pour revenir à la situation antérieure. On peut distinguer fondamentalement trois sources de financement permettant une certaine malléabilité sociale à court terme. Les deux premières sont connues : il s'agit des dépenses militaires, d'une part, de la répartition des prélèvements (impôts et cotisations sociales). La conjoncture récente permet d'en identifier une troisième qui est constituée par la réorientation des frais financiers.

En 1988 le budget militaire a dépassé en importance le budget de l'Education nationale : il s'agit d'un choix détestable que rien ne saurait justifier, pas même de supposées retombées industrielles ou commerciales. Ce budget s'inscrit dans une enveloppe de 474 millards de francs en 5 ans, qui a été votée par le PS. Choisir les armes plutôt que la formation et la culture c'est au fond un choix à courte vue. Les 175 milliards de francs de dépenses militaires représentent un premier fonds qui peut servir de source de financement pour le changement.

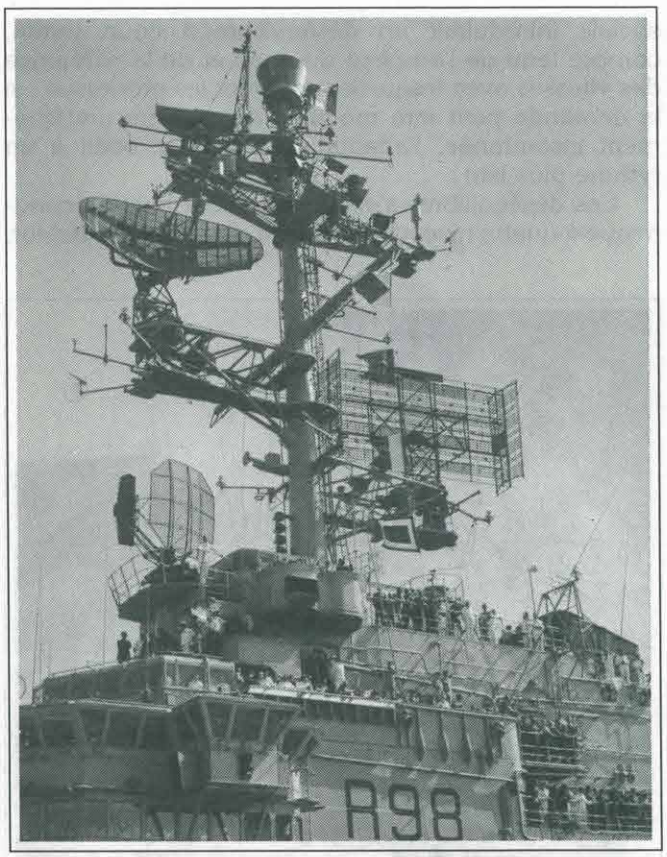
La seconde source de financement pose le problème d'une réforme profonde des prélèvements sociaux, qu'il s'agisse des impôts ou des cotisations sociales (voir encadré sur la réforme fiscale). Dans le cas des cotisations, leur plafonnement a un effet contre-redistributif considérable. La Sécurité sociale est un instrument fondamental dans la satisfaction de besoins élémentaires en matière de santé, de revenus complémentaires et de protection sociale. Il faut la défendre, socialiser encore son fonctionnement, notamment par l'unification des régimes, mais il faut aussi conserver son mode de gestion et lui redonner son caractère d'institution gérée par les travailleurs que la fiscalisation contribuerait à lui faire perdre.

La *financiarisation* de la société peut être illustrée par les données suivantes, tirées de la Comptabilité nationale pour l'année 1986.

Les entreprises ont produit une valeur ajoutée de 2 600 milliards de francs et dégagé un profit (EBE ou excédent brut d'exploitation) de 800 milliards de francs. Sur ce total, environ 100 milliards sont allés à l'Etat sous forme d'impôts sur les sociétés. Mais elles ont aussi distribué sous forme d'intérêts et dividendes une somme nette d'environ 350 milliards. Il ne leur est donc resté qu'un autofinancement (RDB, revenu disponible brut) d'environ 350 milliards de francs pour financer un investissement et des stocks pour près de 450 milliards de francs, le reste étant couvert par emprunts et émissions de titres.

Cette configuration est assez nettement différente de ce qui pouvait exister dix ans auparavant : dans leur ensemble, les firmes font en proportion plus de profit et moins d'investissement. Une partie croissante de ce profit est redistribué vers les possédants, et la façon dont cette part du profit est recyclée dans l'économie dépend de leur bon vouloir : ils peuvent consommer ces revenus, les investir de manière productive, les affecter à des usages spéculatifs ou purement financiers.

C'est cette dernière utilisation qui s'est considérablement gonflée durant les années récentes, ce qui



Loi de programmation militaire : 474 milliards de francs en cinq ans.

constitue l'une des raisons majeures du krach financier d'octobre. Tout montre par ailleurs que la consommation des riches augmentait tandis que le revenu des autres stagnait ou baissait : cette politique économique a quelque chose de tout simplement sordide.

L'une des pièces essentielles de ce mécanisme est l'existence de taux d'intérêt réels (après inflation) extrêmement élevés et sans commune mesure avec ce qui existait dans les années d'expansion. Il faut briser cette dynamique qui représente un gaspillage social de grande ampleur, et cela peut être réalisé en combinant trois formes d'action :

◆ *La déconnexion des taux d'intérêt* est le préalable qui permet de mener à l'intérieur une politique monétaire débarrassée de la contrainte d'alignement sur les taux d'intérêt internationaux. C'est une mesure technique sur laquelle beaucoup d'experts ont planché en leur temps et qui est tout-à-fait opératoire, à condition de se donner les moyens de contrôler les mouvements de capitaux internationaux.

◆ *La nationalisation du système de crédit et sa réorganisation* sont nécessaires afin de mieux socialiser et affecter l'épargne nationale.

Ces deux conditions étant remplies, il faut prélever à la source le profit et le contraindre à remplir sa fonction sociale qui est d'investir. En réduisant au minimum le circuit décrit ci-dessus, qui soumet au bon vouloir privé d'une couche réduite de ménages disposant de forts revenus financiers l'utilisation du profit qu'ils ont, c'est le moins que l'on puisse dire, peu contribué à dégager.

Rappelons ce chiffre : 350 milliards de revenus de la propriété sur un profit des entreprises de 800 milliards de francs. Sur cette somme une fraction minori-

POUR DEBATTRE SUR LA REFORME FISCALE

Il faut dénoncer la pseudo-théorie du poids des prélèvements obligatoires. C'est, pour commencer, une escroquerie dans les termes : le mot « prélèvement » a une connotation péjorative, voulue par les partisans du « trop d'Etat qui pèse sur l'économie ». C'est, ensuite, oublier que la plus grande partie de ces fameux « prélèvements » n'est pas sans contrepartie puisqu'elle est redistribuée, aux particuliers sous forme de prestations sociales ou de services publics, aux entreprises sous forme d'achats ou de subventions. Ce n'est pas la taille de ces transferts qui est importante, mais leur répartition.

Il faut rappeler, contre les libéraux de tout poil, que l'impôt indirect est, par définition, plus injuste que l'impôt direct. Puisqu'il frappe de la même façon des revenus différents, il est, en fait, dégressif : que l'on soit riche ou pauvre, on paie autant de TVA quand on achète une baguette de pain. C'est pourquoi les réductions d'impôt dont Chirac est si fier profitent proportionnellement plus aux riches.

La bonne méthode c'est au contraire d'aller vers un taux de TVA à 0 % pour les produits de première nécessité.

Il faut, enfin, taxer sérieusement les revenus non salariaux : ceux des commerçants et des professions libérales et, en général, les revenus financiers. Même le Conseil des impôts, qui n'est pas vraiment un repaire de gauchistes, avait critiqué les exonérations de feu l'impôt sur les grandes fortunes. On peut donc aller nettement plus loin, par exemple en supprimant totalement tous les prélèvements libératoires forfaitaires, et en soumettant tous les revenus financiers à l'impôt sur le revenu.

Il faut introduire plus de justice dans les prélèvements directs. Le déplafonnement des cotisations sociales est une première mesure de justice.

Concernant l'impôt sur le revenu, dont le rendement est particulièrement faible en France, il faut, pour commencer, rétablir les tranches jusqu'à 65 % supprimées par la droite en 1986.

Il faut supprimer le quotient familial et introduire une imposition personnelle à la place d'une imposition familiale. Le remplacement du quotient familial par une aide uniforme pour chaque enfant mettrait fin à ce scandale de l'enfant de cadre qui vaut plus que l'enfant d'ouvrier. La redistribution uniforme des allocations familiales correspondrait aujourd'hui à 1 100 F par mois et par enfant.

Il est clair, par ailleurs, que cette mesure irait dans le sens de l'indépendance économique des femmes.

Les impôts directs locaux connaissent une répartition particulièrement injuste, notamment la taxe d'habitation qui peut varier presque de 1 à 10 d'une commune à l'autre. Elle devrait être uniquement à la charge des propriétaires.

taire correspond à l'épargne des travailleurs, défavorisée tant du point de vue de son montant total que de sa rémunération. On constate que la réorientation des flux financiers constitue un levier important du point de vue du financement : ramener les taux d'intérêt réels au niveau zéro, qui était le leur durant les années d'expansion, permettrait de dégager près de 250 milliards de francs pour d'autres usages moins stériles.

ASSURER « L'ACCOMPAGNEMENT DE L'OFFRE »

L'adaptation de l'offre à la demande dont il a été fait mention plus haut peut être rendue plus facile si l'on réussit à orienter la relance de la demande vers des secteurs spécifiques caractérisés par un fort contenu en main-d'œuvre, des capacités de production disponibles et une faible propension à importer.

En règle générale, il se trouve que la plupart des secteurs centrés vers la satisfaction des besoins sociaux répondent assez bien à l'ensemble de ces critères ; on peut citer à cet égard des domaines comme le logement, les transports et communications, la santé, l'éducation et l'amélioration de l'environnement. Dans tous ces secteurs il existe d'abondantes réserves de capacités et de main-d'œuvre et la proportion d'importations est relativement faible.

Il faut donc imaginer des plans sectoriels régionaux assurant la relance programmée. Toutes les formules consistant à orienter vers ces secteurs la nouvelle demande, soit par pré-affectation, soit par une politique appropriée de prix, tarifs et formules de prêts préférentiels, assouplirait les répercussions du « choc » initial. La coordination de ces plans et, de manière plus générale, l'adéquation des flux d'investissement aux objectifs de production, pourraient être réalisées au moyen d'une banque nationale d'investissement centralisant les nouveaux moyens de financement décrits plus haut. Le second objectif central de la politique d'offre serait de viser à un maximum d'autonomie technologique et commerciale, et cette action devrait être combinée avec celles portant sur le contrôle des échanges.

Plus fondamentalement, cette politique d'adaptation de l'offre à la nouvelle demande passe par l'instauration d'une *planification démocratique*, dont l'objectif est d'assurer la cohérence des choix sociaux qui n'est réalisée aujourd'hui que par le bas et avec un coût social considérable.

DESSERRER LA CONTRAINTE EXTERIEURE

La fameuse contrainte extérieure sur laquelle s'est brisée la gauche doit, pour commencer, être relativisée dans le cas de la France. Une étude fine de l'INSEE réalisée il y a quelques années fait apparaître des résultats étonnants. Le commerce extérieur était alors déficitaire dans les produits suivants : produits de base pour la pharmacie, outillage, petit électro-ménager, réfrigérateurs, gants, carreaux et dalles de revêtement, pierres de construction, etc. L'économiste Denis Clerc faisait ce rapprochement comique : « *Nous enregistrons un excédent de 161 millions de francs pour les survêtements et un déficit de 534 millions pour les sous-vêtements* (...). *Si les valises sont fabriquées en France, les poignées ne le sont pas.* »

Cette situation n'a pas évolué depuis et reste caractérisée par un mode de spécialisation intra-branche, autrement dit sur des segments fins de la production. L'économie française importe donc énormément de produits qu'elle peut et sait fabriquer compte tenu de son niveau de développement technologique. Cette position la distingue donc d'un pays dominé dont l'industrialisation est tronquée. A Cuba, au moment de la révolution, on a brusquement manqué de toute une

« Les modèles économiques postulent la stabilité du comportement. »

série de produits, comme les pneus, parce qu'ils étaient importés à 100 % et que les technologies n'étaient pas maîtrisées. Dans le cas français, et c'est moins grave, il s'agit d'une industrie insuffisamment intégrée.

Il faut donc contrôler les flux d'importation tout simplement en utilisant toutes les possibilités existantes, y compris d'ailleurs celles qui sont compatibles avec la CEE. Il existe des clauses de sauvegarde, des droits de douane et des dispositifs comme les dépôts préalables de devises qui existent dans d'autres pays telle l'Italie.

Ce contrôle doit être étendu au contrôle des changes et des mouvements de capitaux. C'est notamment, on l'a vu, la condition permettant de réaliser la déconnexion des taux d'intérêts internes. La politique de taux de change doit être mise au service des objectifs de transformation : il faut obtenir un élargissement des marges de fluctuation, et ne pas craindre d'utiliser la dévaluation. Si celle-ci est accompagnée de mesures correctes, comme la réorientation vers la production nationale — puisque la dévaluation augmente le prix des importations — et un contrôle des changes bloquant la spirale spéculative, on peut y trouver un outil capable de gérer transitoirement les tensions sur les prix et sur le commerce extérieur.

Plus fondamentalement, les échanges extérieurs doivent être considérés comme un moyen d'accroissement de la richesse nationale, mais non comme un but en soi. La contrainte extérieure existe, mais elle doit être gérée au niveau de l'ensemble de la société : les recettes à l'exportation constituent globalement les ressources permettant d'effectuer les importations. Il faut donc centraliser les recettes en devises et les affecter en fonction des objectifs retenus par le plan, et de la nécessité d'obtenir à moyen terme un équilibrage des échanges extérieurs.

Une autre manière de formuler ce même principe consiste à tenir le discours suivant : nous menons dans notre pays une expérience de transformation sociale que nous vous convions à tenter également. C'est pour nous une priorité à laquelle nous subordonnons nos modalités d'insertion internationale, notamment en Europe. Nous sortirons par exemple du SME s'il s'avère, ce qui est probable, qu'il fonctionne comme un carcan qui entrave le processus que nous menons.

Et les atouts ne sont pas minces. Du strict point de vue commercial, notre déficit structurel vis-à-vis de notre principal partenaire européen est paradoxalement une force : les entrepreneurs allemands ont plus à perdre d'une fermeture totale des marchés, et cela viendrait limiter grandement les possibilités d'actions de rétorsion. Il faut donc compter sur le « sens des affaires » des capitalistes.

Mais aussi et surtout il faut compter sur le formidable effet d'entraînement que ne manquerait pas d'avoir une expérience bien engagée sur la mobilisation des travailleurs à l'échelle européenne.

LA RUPTURE NECESSAIRE

La fameuse perspective du grand marché européen en 1992 risque de fonctionner comme un énorme levier visant à écréter les acquis sociaux et à réaliser ainsi une harmonisation sociale par le bas, qui est bien dans la logique de la compétitivité. A cette logique, il faut opposer celle du progrès qui débouche sur un espace social européen harmonisé sur la base de la satisfaction des besoins.

Une dose nécessaire d'« utopie ».

Cette dose d'utopie, c'est-à-dire d'irrationalité par rapport aux mécanismes économiques existant actuellement est nécessaire. Pour des raisons simplement techniques, car l'économie appliquée ne sait que re-

produire ce qui existe ; ainsi les modèles économétriques de prévision postulent la stabilité des comportements et ne peuvent donc servir à quantifier une politique économique impliquant des changements structurels. Lorsqu'on utilise ces instruments pour apprécier par exemple les effets des mesures immédiates proposées, on fait par ailleurs l'hypothèse que l'on peut séparer la perturbation introduite des autres variables du modèle.

Il n'existe pas de toutes façons un « bouclage » de l'économie mondiale qui résulterait de l'ajustement des politiques économiques des différents Etats. C'est pourquoi il n'est pas possible *a fortiori* de présenter un programme de changement réel qui soit complètement « bouclé », c'est-à-dire dont tous les effets seraient équilibrés *ex ante*.

La nécessaire intervention des travailleurs.

Comment combiner les exigences de contrôle, de planification, de centralisation qui sous-tendent ce tableau rapidement esquissé avec les aspirations autogestionnaires ou tout simplement individualistes qui peuvent être celles des travailleurs aujourd'hui ?

La crise a conduit, de gré ou de force, à une remise en cause de l'Etat-providence qui va effectivement plus loin que le point de vue de la bourgeoisie consistant à trouver que cela coûte trop cher. Il existe une véritable aspiration à plus d'autonomie, plus de responsabilités, moins de dépendance.

Mais reconnaître ces aspirations n'implique pas que l'on renonce à la nécessité, au niveau social, d'une prise en charge collective des problèmes et des contraintes. C'est une vieille question que la crise actuelle ne peut conduire à traiter de manière unilatérale, trop univoque. Si le salut n'est pas dans l'étatisme, il n'est pas non plus dans les marges du système. C'est au cœur de celui-ci qu'il faut s'attaquer, c'est-à-dire aux rapports de production et à l'Etat. Et cela suppose un projet global qui se renforce de l'action de chacun des individus concrets concernés.

Revenons à ces trois termes :

■ Le *contrôle*, c'est ce qui permet à une volonté collective de passer dans les faits. Le contrôle des changes, par exemple, c'est la capacité de l'ensemble de la société de s'asssurer que son projet social ne va pas capoter à cause d'une poignée de possédants faisant passer leurs capitaux en Suisse, jouant en bourse au lieu d'investir, ou spéculant contre le franc.

■ La *centralisation* est le processus qui rend possible concrètement la socialisation des décisions économiques : l'anarchie capitaliste s'accommode fort bien de la décentralisation, de la privatisation des actions économiques. La transformation sociale passe par un processus constant de circulation des flux de décision du niveau individuel/local au niveau global/central : on ne peut pas faire l'économie de cette dialectique.

■ La *planification*, enfin, vise à réaliser la maîtrise sociale sur la manière dont s'oriente l'économie, dont sont utilisés les fruits du progrès techniques, sur la hiérarchisation des besoins à satisfaire. Il n'y a pas de ce point de vue d'authentique planification sans démocratie des producteurs, puisque l'idée est justement que ce soit eux qui fixent ensemble les objectifs et les moyens, constituant ainsi cette association de producteurs libres dont Marx, avant nous, rêvait déjà.

Ce qui est donc décisif pour la réussite d'une expérience de transformation sociale, c'est que s'engage une dynamique de rupture combinant les décisions au niveau politique central avec l'intervention des travailleurs visant à défendre les nouveaux acquis puis passant à l'initiative et faisant entériner ces nouvelles conquêtes par leur gouvernement, etc. La notion de rupture doit être au coeur de la campagne.

Des propositions économiques qui s'inscrivent dans une campagne électorale de rupture.

Une telle campagne électorale doit faire le pont entre les échappées sur le futur, sur la société que nous voulons, et les réponses à apporter aux problèmes du moment, telles qu'elles sont vécues par le plus grand nombre.

Sur le terrain économique, il faut combiner :

— des explications sur la perspective socialiste autogestionnaire, sur son caractère alternatif par rapport au capitalisme, tant dans l'orientation globale qu'au moment le plus immédiat ;

— des réponses concrètes sur ce que nous pouvons et voulons faire aujourd'hui, ces réponses devant être ancrées dans les réalités du moment.

Au nom de l'avenir, il n'est pas possible de négliger le présent et contourner les questions dites « revendicatives », en particulier en ce qui concerne la lutte contre le chômage, la pauvreté et les inégalités. Le faire serait tomber dans un travers technocratique (« nous savons ce qui est bon pour les travailleurs ») ou dans celui du mythe du bon programme alternatif qui, par ses vertus propres, pourrait soulever des montagnes.

Alors que ce qui est décisif, c'est en fin de compte la volonté politique des travailleurs.

Jacques Cherbourg,
Maxime Durand et Henri Wilno

LE COUT DES MESURES

On ne va pas présenter ici un contre-plan léché et chiffré au centime, pour les raisons que l'on a déjà énoncées. Mais il n'est pas inutile de donner quelques ordres de grandeur, pour montrer que ce que nous demandons est à la fois peu, du point de vue des capacités d'une économie comme celle de la France, et beaucoup par rapport aux exigences étriquées de la bourgeoisie et de son système économique.

Ces estimations sont établies en supposant que, lors du passage aux 35 heures, les gains de productivité induits restent faibles : c'est l'hypothèse la plus favorable à l'emploi, et aussi la plus « coûteuse ».

Le tableau ci-dessous résume le résultat des calculs établis à partir de données et d'études de l'INSEE.

SMIC à 6000F :	110 milliards de F
35 heures :	220 milliards de F
Revenu minimum :	200 milliards de F
Recettes induites :	180 milliards de F
Coût total	350 milliards de F

Si l'on tient compte des recettes induites par les nouveaux revenus sous forme d'impôts et de cotisations sociales, le total des nouveaux revenus perçus par les travailleurs correspondrait à 350 milliards de francs. Il s'agit d'une modification notable de la répartition mais qui ne concerne finalement que 7 % du PIB.

Dossier

Répondre à la crise : quelques arguments

MAXIME DURAND

CET article complète le précédent en présentant quelques faits saillants et quelques arguments qui peuvent être utiles dans le débat économique. Il vise à lier critique de fond du capitalisme, argumentation économique et cadrage politique.

Chaque thème appelle la combinaison de trois niveaux. *Le premier niveau* renvoie à une critique de fond du capitalisme : ce système ne peut plus fonctionner correctement et, si rien n'est fait, son évolution spontanée conduit à des résutats insupportables. Exemple : le Plan prévoit 14,6 % de chômeurs en 1992, soit de l'ordre de trois millions et demi. Il est donc absurde de penser que l'on peut continuer sans rien changer.

Second niveau : il s'agit ici de présenter une information montrant qu'il existe des marges de manœuvre objectives, la meilleure preuve en est qu'il y a eu des ruptures de tendance plus ou moins bien digérées par la société mais n'allant pas dans le bon sens. Exemple : malgré les progrès de l'automation et la montée du chômage, la durée du travail moyenne est obstinément bloquée au niveau de la durée légale, c'est-à-dire 39 heures. On n'a donc plus rien fait de ce côté-là.

Troisième niveau : il faut montrer que ce ne sont pas les solutions (au sens technique) qui manquent, mais la volonté politique et la mobilisation nécessaires pour les mettre en œuvre. Exemple : les 35 heures, c'est comme le désarmement, il faut bien que quelqu'un commence. Si les 35 heures étaient instituées en France, cette initiative permettrait d'accoucher d'une Europe de progrès social et non du monstre libéral de 1992.

◇ Du profit à l'investissement : ça coince !

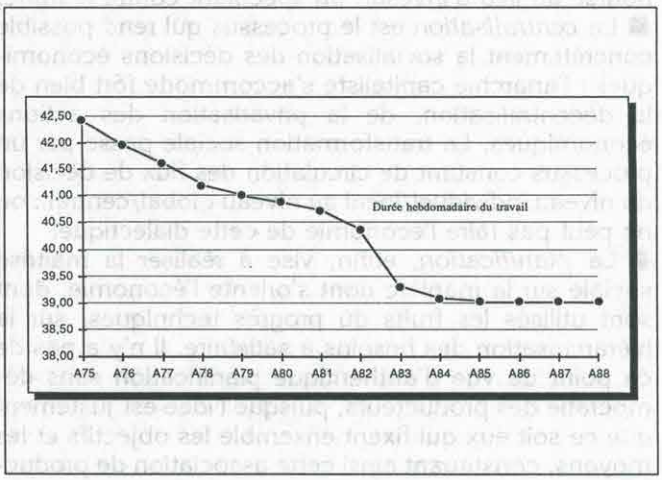
Le profit (EBE excédent brut d'exploitation) représentait 31,2 % de la valeur ajoutée en 1987 contre 25,6 % en 1982, soit un déplacement massif concernant 5,6 % de la valeur ajoutée. A titre de comparaison les mesures 35 heures + SMIC + revenu minimum représentent de l'ordre de 7 % du produit national. Ce n'est pas beaucoup plus... Ce profit ne s'est pas transformé en investissement productif : ce dernier n'a en effet augmenté que de 6 % en 6 ans : il s'agit donc là d'un énorme « détournement de fonds » dont la seule légitimité n'aurait pu être trouvée que dans l'investissement. Par conséquent, *cette masse de profit non investi représente une importante source de financement qu'il faut orienter vers des utilisations socialement utiles.* Petit calcul : en 1986, les ménages ont reçu 327 milliards de francs d'intérêts et de dividendes. Les livrets de Caisses d'épargne rapportent 1 200 milliards x 4,5 % = 54 milliards de francs, l'épargne-logement 240 milliards x 10 % = 24 milliards de francs. Admettons qu'il s'agisse là des revenus de l'épargne populaire (en fait, c'est moins) : il reste donc environ 250 milliards de francs (327 -54 - 24) qui correspondent à une épargne qui s'investit peu et qui jouit de taux d'intérêt exorbitants.

Utiliser cet argent à créer des emplois, assurer des revenus décents, serait certainement plus constructif que de le jouer à la Bourse. Il existe d'énormes degrés de liberté, la société libérale n'est pas la seule possible.

◇ La courbe de la durée du travail ne baisse plus :

Il y avait depuis 1968 une baisse régulière de la durée du travail qui restait nettement au-dessus de la barre légale des 40 heures : 42,5 heures en 1975, 40,5 à l'arrivée de la gauche. Le passage de la durée légale à 39 heures marque un seuil au début de 1982 : la durée moyenne passe à 39,5 heures.

Mais très vite la durée moyenne rejoint la durée légale qui sert dorénavant de butoir : depuis près de 4 ans on en reste bloqué à ces immuables 39 heures. Au total, la courbe ci-dessous mcntre que la durée du travail aura plus baissé sous Giscard (2 heures) que



sous Mitterrand (1 heure 1/2) alors que le problème du chômage est pourtant allé en s'aggravant.

◇ Le capitalisme est fondamentalement incapable de donner une réponse au problème de l'emploi.

Les prévisions de l'INSEE sur l'emploi sont très mauvaises comme le montre le tableau ci-dessous qui donne les variations par grandes branches. Comme on peut le constater, les suppressions d'emploi continuent à un rythme équivalent et, surtout, les services non marchands (en grande partie la fonction publique : santé, éducation, collectivités locales, etc.) cessent de créer des emplois.

Au total il y aura plus d'emplois supprimés d'ici à 1992 (- 652 000) que depuis 1980 (- 407 000) et le taux de chômage atteindra selon le plan 14,6 % en 1992 soit 3 millions et demi de chômeurs.

La marge de manœuvre essentielle pourrait être trouvée dans la réduction de la durée du travail. Rappelons ici l'équation fondamentale de l'emploi et de la production : Production = Productivité x Emploi x Durée du travail.

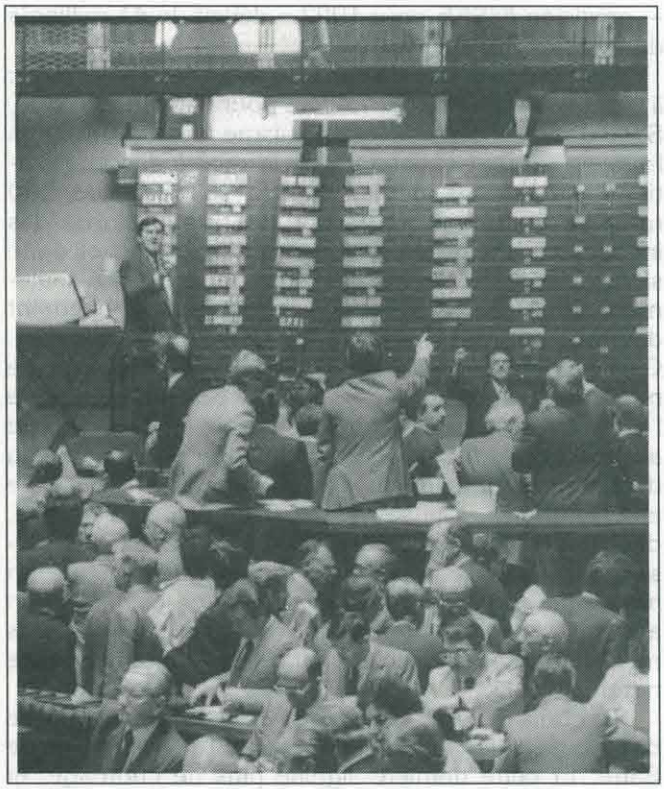
Toute politique économique joue sur chacun de ces quatre termes. Quelles sont les perspectives pour l'économie française ? Ce sont :
* *production : croissance lente ;*
* *productivité : croissance moyenne ;*
* *durée du travail : constante ;*
* *emploi : en baisse.*

Il faut jouer sur le paramètre durée du travail : passer de 39 à 35 heures, c'est réduire la durée du travail de 10 % et le taux de chômage est justement de 10 %.

Si ce rapprochement ne doit pas être mécanique, il montre cependant l'ampleur des marges de manœuvre.

Il faut un mode d'organisation sociale permettant de faire les bons choix. Ceux-ci sont beaucoup plus larges que les technocrates le disent et l'on peut ainsi choisir :
* de produire plus : qui a décidé en effet du ralentissement de la croissance, malgré des capacités de production disponibles et le chômage ?
* de baisser la productivité : donner la priorité aux besoins sociaux (secteurs à moindre progression de la productivité) c'est ralentir la croissance de la productivité ;
* de réduire la durée du travail ;
* d'augmenter l'emploi par une combinaison des trois méthodes ci-dessus.

Ce qui empêche de le faire, c'est l'organisation capitaliste qui a ses propres critères qui ne conduisent pas à l'optimum social. Pour être rentable et compétitif, il faut en effet :
* ne produire que ce qui est rentable et donc, en l'état actuel des choses, produire moins ;
* baisser les salaires et donc produire moins de biens de consommation ;
* augmenter la productivité ;
* ne pas réduire la durée du travail et au contraire augmenter la durée d'utilisation du capital par le travail en équipes, le travail de nuit, etc.



Le krach boursier : la démonstration qu'ils ne savent pas où ils nous emmènent.

◇ Ne pas subir la fameuse contrainte extérieure, refuser le mythe de la compétitivité.

La fameuse « contrainte extérieure » est souvent évoquée pour montrer que toute relance ou distribution de revenu est impossible. Le SMIC est impossible, les 35 heures sont impossibles, le revenu minimum est impossible, bref est impossible tout ce qui remet en cause la sacro-sainte compétitivité.

A ce refrain, une première démonstration s'impose : la solution à la crise des tenants de la compétitivité a ceci de particulier que si tout le monde l'applique, on obtient une crise encore plus profonde. Il s'agit pour eux de baisser les salaires (et donc le marché intérieur) pour baisser les coûts, augmenter la compétitivité, vendre plus à l'étranger et même, qui sait, créer des emplois.

Mais si tout le monde fait cela ? Dans ce cas là il est facile de comprendre que tout le monde ne peut vendre plus à tout le monde et qu'au bout du compte on débouche sur encore moins d'échanges, de production, et d'emploi.

Maintenant on peut en plus avancer un argument franco-français : le capitalisme français tire particulièrement mal son épingle du jeu. On nous disait : « serrez-vous la ceinture, on rétablit la compétitivité, on exporte plus et on peut créer des emplois ». On a vu ce que l'on a vu : pour la première fois depuis très longtemps, merci Madelin, *le solde industriel est devenu structurellement déficitaire.*

Et il n'y a pas de perspective de redressement :
— déficit total 1987 = 31 milliards de francs ;

— prévision INSEE pour 1992 = déficit de 41 milliards de francs.

Mais la France n'est pas un pays sous-développé : il y a des marges de manœuvre pour faire autre chose. Sans tomber dans le chauvinisme du « produisons français » il faut constater que la moitié des importations industrielles de la France, soit près de 300 milliards de francs, porte sur des produits que des industries françaises produisent et exportent, et donc savent produire de manière compétitive... Et seulement 20 % des importations industrielles concernent des produits que l'industrie française ne produit pas. Cela permet de mesurer l'ampleur de cette marge de manœuvre. Mais ce qui est décisif, c'est la réussite de l'expérience de transformation sociale en France pour accoucher de l'Europe des travailleurs. Un revenu décent pour tous, le retour au plein emploi, le passage aux 35 heures, s'ils se mettaient en place en France, déclencheraient inévitablement un processus d'extension au niveau européen qui permettrait à terme un rééquilibrage par le haut du commerce extérieur. On aurait là cette « relance concertée » que les capitalistes ne savent pas faire. Elle aurait bien sûr une tout autre nature sociale.

Le choix est clair : il est entre cette Europe, l'Europe des travailleurs, et l'Europe libérale de Chirac et de Barre. Et cette dernière signifie plus de chômage, et plus d'austérité parce que c'est au fond le seul moyen de régulation que connaît le système capitaliste. C'est le plus absurde puisque cela consiste, pour ne pas avoir à importer 1, à baisser la production de 3 ou 4.

Cette logique n'est pas rigoureuse : elle conduit à terme à la récession et au rétrécissement du commerce, et donc à l'enfoncement dans la crise. Il faut bousculer cette façon de penser qui ne peut mener qu'à la catastrophe.

◇ La crise du capitalisme enfonce le tiers monde dans le misère.

C'est réellement le monde à l'envers puisqu'en 1987 la Banque mondiale indique que les pays endettés envoient un flux net de 30 milliards de dollars vers les pays impérialistes. C'est évidemment le résultat de leurs versements d'intérêts qui se montent à 70 milliards de dollars.

Soyons un peu plus précis : si l'on considère les dix-sept pays les plus endettés, principalement d'Amérique latine, on obtient les résultats suivants. La dette totale de ces pays se monte à 485 milliards de dollars et représente 60 % de leur PIB, tandis que 24 % de leurs exportations doivent être consacrés au paiement des intérêts. Dans ces mêmes pays, la consommation par tête a baissé de 1,6 % chaque année depuis 1980 : autant dire que le poids de la dette a contribué à baisser de 10 % un niveau de vie déjà extrêmement bas et mal réparti.

Ces chiffres portent condamnation d'un système. Mais il faut les rapprocher de ceux concernant les Etats-Unis pour mesurer le scandale. Alors que dans les pays les plus pauvres, le moindre « excès », le moindre « emballement » de l'économie, voit débarquer les envoyés du FMI charger de rétablir l'ordre et la rigueur économique, la première puissance impérialiste se permet un déficit annuel de 150 milliards. D'un côté on fustige les mauvais gestionnaires, les peu rigoureux, de l'autre on s'endette en un an plus qu'un pays comme le Brésil depuis 25 ans !

Et ce n'est pas tout : comme les USA sont la puissance dominante, ils imposent des taux d'intérêts élevés pour séduire les capitaux dont ils ont besoin pour financer leur déficit. Reprenons le cheminement ; on obtient :
déficit US → taux d'intérêts élevés → hausse des intérêts payés par le tiers monde → aggravation de leur situation.

Autrement dit, il n'est pas absurde de dire qu'aujourd'hui l'austérité et la misère dans le tiers monde sont le prix à payer pour le financement du déficit US : tout est lié... Et on voit bien, du coup, pourquoi cette situation ne peut se dénouer facilement.

◇ La crise financière mondiale n'a plus d'autre issue que la récession.

Le rôle de locomotive joué par les USA était la dernière carte possible pour donner un peu de tonus à un système malade. Mais on ne faisait que reculer pour mieux sauter, et la cure sera d'autant plus sévère. Tous les organismes de prévision partagent à des degrés divers cette analyse : leur pessimisme, en l'occurrence leur réalisme, étant proportionnel à leur distance du patronat et du gouvernement.

Il faut enfoncer ce clou de deux manières. D'abord, avec la démonstration du krach boursier, il doit être facile d'expliquer qu'« ils ne savent pas où ils nous emmènent » ; il n'y a pas d'un côté ceux de la rigueur qui savent et agissent en conséquence, rudement mais sagement, et, de l'autre côté, les utopistes irresponsables. Utopie, oui, en un sens. Irresponsabilité, certainement pas : celle-ci est du côté de ceux qui font payer les dettes des riches avec les intérêts des pauvres ou qui ont eu cette idée lumineuse de payer des paysans pour mettre leurs terres en jachère.

Et puis il faut savoir être cruel et rappeler à l'occasion les déclarations plus ou moins imbéciles ou plus moins malhonnêtes des uns et des autres : les plus de 400 000 emplois que créeraient selon le CNPF des patrons libres de licencier, les chômeurs créateurs d'entreprises de Barre, les fonds salariaux pour l'emploi et autres nouvelles solidarités chères à la CFDT, les nouveaux critères de gestion du PCF avec le rapport VA/C de Boccara, l'« emploi d'abord » de Mitterrand (c'est réussi !), etc. Il y a quatre ans nous écrivions dans *Critique Communiste* n° 23 : « *Faire croire que l'on peut lutter contre le chômage sans rompre avec la logique capitaliste qui le produit, c'est se tromper sur la nature de la crise et tromper les travailleurs (...) se soumettre aux règles d'un système absurde ce n'est pas faire preuve de réalisme ; reconnaître la réalité de la crise ce n'est pas s'y adapter.* » Il n'est pas sans intérêt de constater que la théorie marxiste conduit à une plus grande clairvoyance que les rodomontades pseudo-modernistes. Et il faut s'appuyer sur l'ensemble de ces démonstrations pour montrer que dans la situation de crise durable que nous vivons, il n'y a pas de place pour les rafistolages. Tout a été essayé : c'est aujourd'hui l'utopie qui devient réaliste.

Maxime Durand

Chômage, précarité, flexibilité : une trilogie redoutable

ELIE NICOLAS

LES chiffres officiels situent le nombre de chômeurs en France aux alentours de 2,6 millions à la fin octobre 1987, soit 10,5 % de la population active (dont seulement 63 % sont indemnisés). Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, le taux se situe à 8,25 % de la population active, soit plus de 31 millions de personnes. L'Europe est la plus touchée (plus de 11 %) devant les Etats-Unis (6,3 %) et le Japon (2,7 %). Tous ces chiffres sous-estiment la réalité du chômage, du fait notamment des méthodes de calcul (le cas du Japon est bien particulier, les méthodes de calcul sous-estimant largement la réalité du chômage, à tel point qu'il faudrait quasiment doubler le taux officiel pour approcher la réalité). De plus, la place grandissante du chômage de longue durée se traduit aussi par un découragement tel que les personnes touchées ne se déclarent plus nécessairement comme chômeurs (les demandes d'emploi annulées pour arrêt de recherche d'emploi ont augmenté de 26 % en un an en France). Ainsi, les personnes les plus touchées ont elles tendance à ne plus être comptabilisées.

Avant même que ne s'annonce la récession quasi certaine de l'après krach boursier, l'OCDE, comme l'ensemble des organismes de prospectives, n'envisage pas d'améliorations à long terme. En Europe, le taux devrait passer de 11 % à près de 11,5 % soit près de 20 millions de chômeurs.

DE PLUS EN PLUS DE CHOMEURS DE LONGUE DUREE

Quant à la structure du chômage, l'évolution la plus dramatique est celle des chômeurs de longue durée : près de 870 000, en progression de 7,5 % depuis octobre 1986. Nous approchons ainsi du million de chômeurs de plus d'un an et apparaissent dans les statistiques, de façon significative, les chômeurs depuis plus de 2 ans (plus de 500 000) auxquels il faudrait ajouter les chômeurs découragés et non déclarés : 32 % des chômeurs en mars 1987 le sont depuis plus d'un an, 67,2 % pour les chômeurs de plus de quarante-neuf ans, plus de 30 % pour les jeunes de moins de 15-24 ans (encore faut-il tenir compte que de nombreux jeunes à la recherche d'un premier emploi ne s'inscrivent pas au chômage). L'ancienneté moyenne est de 16 mois et demi : 26 mois pour les femmes, plus de 11 mois pour l'ensemble des jeunes.

Or, la possibilité de trouver du travail diminue avec la durée du chômage. De plus, les chômeurs de longue durée cumulent les difficultés (jeunes ou âgés de plus de 50 ans, peu ou pas de qualification). Ce phénomène ne peut aller qu'en s'accentuant, malgré les replâtrages temporaires et successifs que constituent les stages pour les chômeurs de longue durée (*cf.* plus loin).

Il existe donc d'ores et déjà une fraction significative de la classe ouvrière exclue de façon quasi définitive du marché du travail. Le « lumpen-prolétariat » n'est plus une simple référence au passé, et les 220 000 repas par jour que prévoient de servir les seuls restaurants du cœur sont là pour l'attester.

LE CHOMAGE ACCENTUE LES INEGALITES SOCIALES

La structure du chômage est un véritable révélateur des inégalités sociales : les femmes, quelle que soit leur catégorie sociale, sont les plus touchées ; les ouvriers subissent un taux de chômage cinq fois plus important que les cadres supérieurs.

Le diplôme est toujours une protection contre le chômage, et l'on comprend fort bien la volonté de prolongation de la scolarité. Il ne faut évidemment pas en conclure que l'emploi obtenu grâce au diplôme correspond au niveau de qualification acquis (même si les diplômes de l'enseignement supérieur protégent de la déqualification). Mais la concurrence est telle qu'à prix égal les employeurs recrutent de préférence un diplômé qu'un non diplômé. En conclure que l'explication du chômage est à chercher dans l'inadéquation de la formation est un bon moyen de ne pas parler de l'insuffisance des créations d'emploi au

	cadres et professions intellect.sup	professions intermédiaires	employés	ouvriers	ensemble
Hommes	2,5	4,6	8,2	12,7	8,6
Femmes	3,7	5,8	13,7	22,5	13,4
Ensemble	2,9	5,1	12,4	14,8	10,7

Taux de chômage par sexe et groupe socio-professionnel (En pourcentage. Enquête emploi 1987 INSEE)

Le chômage

En France, les derniers chiffres font apparaître une légère diminution (- 1 % en octobre 1987, mais tout de même + 1,1 % depuis septembre 1986). Ces chiffres, optimistes ne correspondent guère à la réalité. Le nombre de sans-emploi ne diminuent apparemment que sous l'effet du fameux « traitement social » du chômage qui concerne plus de 1,5 million de personnes.
Le « coup de pouce » donné aux stages destinés aux chômeurs de longue durée permet à lui seul d'absorber 23 000 personnes supplémentaires, ce qui correspond à peu près à la baisse de 1 %. Toutes les entrées en stage représentent à elles seules, en octobre 1987, 83 291 personnes, en augmentation de 21,5 % en un mois et 45,2 % en un an. Les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), les TUC, la formation en alternance permettent d'atténuer l'arrivée des jeunes sur le marché du travail, sans compter le rallongement de la scolarité. Ainsi, le taux de chômage des jeunes semble baisser. Enfin, il faut ajouter plus de 500 000 sorties anticipées (dont les préretraites) du marché du travail.
Et pourtant, le taux de chômage reste proche de 10,5 %. Ce chiffre devrait donc connaître un net infléchissement à la hausse lorsque se cumuleront la fin des effets de ce « traitement social » et le ralentissement de l'activité.

profit de l'inefficacité du service public de formation.

Taux de chômage des femmes par niveau de diplômes
(en pourcentage)

0	1	2	3	4	5	ensemble
22,7	11,7	14,3	14,4	9,4	5,3	13,4

Enquête emploi 1987 INSEE.

Enfin, les jeunes ne sont pas épargnés, même s'ils restent souvent moins longtemps au chômage, ce qui confirme leur vulnérabilité face à la précarité.

	Hommes	Femmes	Ensemble
15-24 ans	17,5	27,5	22,0
25-49 ans	6,7	11,0	8,5
+ 49 ans	6,9	8,0	7,3

INSEE, chiffres au 31 décembre 1986

La conclusion s'impose. Il vaut mieux être un homme, bardé de diplômes, cadre supérieur, entre 25 et 49 ans, que jeune, femme, sans diplôme et fille d'ouvrier !

LA PRECARITE

La pression croissante du chômage et la volonté politique du CNPF relayée par le gouvernement permettent le développement de ce que l'on appelle pudiquement les « formes particulières d'emploi » et qui ne sont que des emplois au rabais. Ces emplois précaires sont caractérisés par leur durée déterminée et ils alimentent le « chômage récurrent », c'est-à-dire l'alternance chômage-emploi précaire.

Ils ne sont évidemment pas spécifiques à la France. L'OCDE préconise « de nouveaux types de contrat de travail » constituant des mesures « actives » de réduction du chômage. La panoplie comprend :
— les différents stages (y compris les TUC) ;
— le travail intérimaire et le temps partiel ;
— les contrats à durée déterminée (CDD).

Près d'un million de personnes effectuent des stages en entreprise. Près de 130 000 chômeurs de longue durée sont en stage. Les jeunes sont particulièrement « gâtés ». Pompeusement appelés « dispositifs d'insertion professionnelle des jeunes », ils ont touché en 1986 trois fois plus de jeunes qu'en 1982-1983 (952 000 contre 302 000).

La formation en alternance, créée en 1984, touche 481 000 jeunes en février 1987, contre plus de 170 000 jeunes en 1986.

	1985-1986	Février 1987	
Contrats de qualification	7 244	25 965	× 3,4
Contrats d'adaptation	62 723	236 448	× 3,8
SIVP	98 279	218 541	× 2,2
Total	168 246	480 954	× 2,9

Tous ces systèmes d'alternance donnent droit à une exonération totale ou partielle des charges sociales :
☆ Les contrats d'adaptation ont une durée minimale de 6 mois et doivent permettre au stagiaire (disposant déjà d'une qualification) d'acquérir une formation supplémentaire. Les 20 % d'heures de formation sont largement compensées par la faible rémunération (qui doit tout de même être supérieure au SMIC !) et l'exonération des charges sociales.
☆ Les contrats de qualification représentent un apprentissage. Contre 25 % d'heures de formation, la rémunération varie entre 17 et 25 % du SMIC.
☆ Les SIVP ne sont pas des contrats de travail et les stages sont donc rémunérés

par l'Etat (535 à 1 580 francs par mois) et par l'entreprise (17 à 27 % du SMIC). Ils doivent permettre la « découverte de la vie de l'entreprise » ! Une main-d'œuvre hors de prix !

Un ticket tuc pour un emploi toc. On ne peut évidemment oublier les TUC qui ne sont ni plus ni moins qu'une mise à disposition pour un mi-temps de jeunes de 16 à 25 ans au service de l'Etat pour 1 250 francs par mois (les 500 francs supplémentaires, non obligatoires, ne sont quasiment jamais accordés) : près de 160 000 jeunes dès la première année d'application, 338 000 l'année suivante, ils sont déjà 300 000 pour la seule période de janvier à octobre 1987. Il y a de façon évidente la mise en place, dans les faits, du SMIC jeune.

Plus généralement, les stages en entreprise représentent 900 000 personnes en juin 1987, et devraient atteindre le million en mars 1988. De la même façon, les stages pour les chômeurs de longue durée devraient passer de 55 000 à 250 000 en mars 1988.

La précarité est souvent présentée comme un temps provisoire précédant l'insertion future et durable sur le marché du travail. Or, les chiffres sont accablants :

— Sur 100 chômeurs en mars 1985, 47 le sont encore en mars 1986, et seulement 14 ont un emploi à temps complet sans recherche d'un autre emploi.

— Sur 100 stagiaires en mars 1985, 30 seulement occupent un emploi à temps complet sans recherche d'un autre emploi en mars 1986, 43 étant soit chômeur soit encore (de nouveau ?) stagiaire.

Seul chiffre « optimiste », les stagiaires emploi-formation (jeunes ayant déjà une qualification) retrouvent un emploi pour 75 % au bout d'un an (mais ce sont aussi les effectifs les plus faibles, voir tableau).

TRAVAIL INTERIMAIRE ET TEMPS PARTIEL

32 % des travailleurs intérimaires occupent un emploi à temps complet sans rechercher d'emploi un an plus tard. Ils font donc bien partie des emplois précaires. Il est à souligner que le nombre d'intérimaires se remet à augmenter depuis deux ans, et surtout depuis mars 1986 suite à l'assouplissement des mesures contraignantes.

Souvent plus onéreux à court terme pour les entreprises, le principal avantage est la non-intégration des intérimaires dans l'entreprise (aucun avantage acquis). L'assouplissement du recours au temps partiel et aux contrats à durée déterminée (CDD) ainsi que l'ensemble des mesures en direction des jeunes limitent leur développement.

Le temps partiel touche plus de 2,5 millions de personnes, soit 11,8 % des salariés en 1987. Les effectifs ont doublé depuis 1974. Les postes à temps partiel sont occupés à 82 % par des femmes. Plus de 20 % des temps partiel travaillent 30 heures et plus. Fortement présent dans l'agriculture (une femme sur trois est à temps partiel), il se développe largement dans le tertiaire (1 femme sur 4 ; 15 % de l'ensemble des salariés). Il est souvent pratiqué dans les petites entreprises et dans les services liés au commerce de détail ou les cafés-restaurants-hôtels (34 % des femmes). Ces emplois sont bien sûr peu rémunérés.

Le développement du temps partiel est-il réellement choisi ? Certes, moins de 10 % des salariés à temps partiel recherchent un emploi à temps plein. Pourtant, il apparaît évident que la pression du chômage joue à plein : 40 à 50 % des chômeurs se déclarent prêt à accepter un emploi à temps partiel plutôt que de rester chômeur. De plus, il ne faut pas sous estimer l'intériorisation du chômage qui amène à de nombreux renoncements à la recherche d'un emploi à temps plein, sans parler de la pression idéologique à l'égard des femmes. En fait tout concorde pour affirmer que le temps partiel masque le sous-emploi.

LES CONTRATS A DUREE DETERMINEE

En 1985, 63 % des entrées de salariés dans les établissements de plus de 50 salariés ont été des embauches sur CDD. A l'inverse, la fin d'un CDD est le motif principal d'entrée en chômage. Les effectifs sous CDD se développent largement

depuis mars 1984 : 256 000, puis 390 000 en mars 1986 et enfin 478 00 en mars 1987. Le recours aux CDD a pour motif principal l'adaptation aux variations saisonnières. Mais il faut souligner que la suppression administrative de licenciement et le rallongement de la durée maximale des CDD (2 ans) ont pour effet de réduire les écarts de statuts entre eux et les contrats à durée indéterminée. De plus, le développement des stages les concurrence. L'extension des CDD n'est donc pas nécessairement durable, l'essentiel étant qu'ils restent un moyen de pression efficace sur l'ensemble des salariés employés à temps complet. Enfin, le recours aux CDD concerne pour l'essentiel le personnel moins qualifié.

Cette précarité tous azimuts a le grand avantage de diluer la frontière entre le chômage et l'emploi, tout en réduisant le passage de l'inactivité ou la précarité de l'emploi aux emplois à temps complet à durée indéterminée. De plus, il est évident que les jeunes n'ont plus guère d'autres choix que d'« en passer par là ». L'obtention immédiate d'un emploi durable est de moins en moins envisageable. L'importance grandissante de cette précarisation aboutit au fait qu'en ajoutant les chômeurs aux « formes particulières d'emploi », on atteint ce chiffre phénoménal *d'1 membre sur 5 de la population active au chômage ou occupant un emploi précaire.* On ne peut ignorer non plus le fait que depuis la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, nous sommes loin d'avoir vu les milliers de créations d'emplois promis par le CNPF. Au contraire, le rythme de ces licenciements s'est nettement accéléré : 35 000 par mois au deuxième semestre 1985, 40 000 au deuxième semestre 1986.

En serait-on pour autant arrivé au dualisme du marché du travail ? Certes, une partie significative des chômeurs sont exclus de façon quasi définitive du marché du travail. Mais l'idée de dualisme suggère l'existence parallèle de deux marchés du travail distincts : le précaire, le stable. Or, il apparaît que le développement de la précarité non seulement n'interdit pas le passage des salariés de l'un à l'autre, mais surtout la mobilité (ou la perception du risque de cette mobilité) est un moyen de pression considérable sur l'ensemble du marché du travail. Il n'y a donc pas d'imperméabilité. N'est-il pas significatif que la notion de flexibilité, fortement présente à travers le recours aux stages et aux emplois temporaires pénètre largement les emplois « stables ».

En revanche, l'idée des « petits boulots » a pour toile de fond une analyse du dualisme achevé : « les entreprises ne peuvent plus embaucher — l'Etat a besoin de faire des économies et ne peut donc plus embaucher — restent les ménages stabilisés sur le marché du travail, bénéficiant d'une sécurité d'emploi, de qualifications et de salaires élevés pour prendre le relais de l'embauche. Mais, évidemment, ces petits boulots ne peuvent être à plein temps et avec des salaires élevés : nous voilà de plain-pied dans les emplois domestiques, rendus possibles par la stabilisation d'une frange de la population active, et devant absorber une partie du chômage incompressible.

LA FLEXIBILITE

La notion de flexibilité se retrouve à différents niveaux. Assimilée trop souvent à un aménagement technique de la production (la flexibilité du travail n'en serait alors que la conséquence) ou à un aménagement du temps de travail (seule flexibilité des horaires), nous retiendrons ici trois thèmes intégrant la flexibilité :

— la diversification des formes de travail ;
— l'intensification du travail ;
— la flexibilité salariale.

Nous avons vu précédemment la multiplication des situations d'activité entre le chômage et l'emploi « durable ». Cette précarisation, outre le fait qu'elle procure de la main-d'œuvre bon marché, est un moyen de pression important sur l'ensemble des salariés.

La diversification des formes de travail a pour objectif l'ajustement de l'activité de l'entreprise aux variations de la demande. Cet ajustement n'est pas nouveau et passait auparavant par la constitution de stocks, le recours aux heures supplémentaires, le recours aux contrats d'intérim ou à durée déterminée. Mais les stocks génèrent des frais financiers et les heures sup-

Les TUC : un bilan positif ?

Mode d'insertion pour un emploi durable ? Pourtant 46 % d'entre eux avaient déjà exercé une activité salariée. 70 % avaient connu au moins six mois de chômage avant le TUC. Seulement 15 % d'entre eux ont eu le choix entre le TUC ou d'autres stages. 5 % d'entre eux considèrent le TUC comme moyen d'embauche future. Ils ont déjà tous connus la précarité.
Les TUC ne remplaçent pas des emplois ? 80 % des stagiaires exercent des tâches confiées aux salariés de l'entreprise.
Les TUC, moyens de formation ? 3 % des stagiaires ont suivi une formation dispensée par l'organisme d'accueil. Et seulement 48 % des stagiaires ont eu droit à une attestation d'expérience professionnelle. 18 % seulement des stagiaires ont jugé utile le TUC pour la définition d'un projet professionnel. Huit mois aprés leur stage, 13 % occupent un emploi à durée indéterminée, plus de 60 % sont au chômage ou en stage.

Les 35 heures, vers les 30 heures, sans réduction de salaire.

plémentaires coûtent chères. L'évolution récente vise donc à renforcer les possibilités d'utilisation de l'intérim ou des contrats à durée déterminée comme nous venons de le voir, mais aussi d'introduire de nouvelles possibilités d'ajustement. La saturation des marchés, le développement de la concurrence et la diversification de la demande poussent les entreprises à vouloir ajuster leurs effectifs disponibles aux périodes de pointe ou de creux. L'argument majeur utilisé pour convaincre de la flexibilité est hélas assez simple : si le personnel n'accepte pas la flexibilité, alors l'entreprise procédera à des licenciements pour aligner ses effectifs sur la période creuse et recourera à des emplois temporaires pour les périodes de pointe. Ces nouvelles contraintes qui jusqu'à une période récente étaient en perte de vitesse sont pour l'essentiel :

— le travail le week-end (sur la base du volontariat bien sûr !) ;

— le travail en continu par le recours aux 2 × 8 ou 3 × 8 (voire dans certains cas les 4 × 6) ;

— et par voie de conséquence les horaires décalés.

Toutes les nouvelles dispositions légales vont dans ce même sens (*cf.* annexe). Le développement du travail en équipe se traduira inévitablement par une extension du travail de nuit : 16 % des 2 × 8 travaillent de nuit, 90 % des 3 × 8. De plus, avant même l'autorisation du travail de nuit pour les femmes, les travailleurs de nuit étaient en progression (la fonction publique étant particulièrement touchée : 22 % des employés). Le secteur du commerce verra aussi progresser ce travail de nuit. Déjà certaines grandes surfaces comme l'AS-Eco pratiquent depuis 1981 l'ouverture vingt-quatre heures sur vingt-quatre heures.

Cette évolution n'est évidemment pas propre à la France. Les différents gouvernements européens reviennent sur leur engagement de respecter l'interdiction du travail de nuit des femmes, conformément à la convention de l'OIT dont ils étaient pourtant signataires. Le BIT élabore donc une nouvelle convention sans distinction « sexiste » (!) qui n'ira évidemment pas dans le sens de l'interdiction du travail de nuit des hommes !

Le travail le week-end dans le secteur des services devrait se développer. Il concerne déjà plus de huit millions de salariés en 1984 : 84 % des femmes employées dans le commerce travaillent régulièrement le samedi. De plus, le temps partiel est souvent astreint au travail le week-end (près de 30 % des temps partiels). Enfin, 23 % des femmes et 16 % des hommes n'ont pas de repos hebdomadaire de 48 heures consécutives.

La dégradation des conditions de vie est souvent considérable. A terme, cette dégradation menace l'ensemble des sala-

Nouvelles technologies et nouvelles formes de pénibilité du travail.

riés puisqu'il faudra bien adapter les horaires des services aux « horaires du public ».

Cette évolution va plus loin encore dans certains secteurs d'activité. Le retour en force du travail à domicile, dans le discours idéologique, est à ce titre très inquiétant, même si cette forme de travail ne connaît pas, pour le moment, d'extension (il faut cependant souligner que cette forme de travail est fortement sujette au travail clandestin, évidemment difficilement quantifiable).

Il n'y aurait en effet que 42 000 travailleurs à domicile en 1986 (ce chiffre officiel ne représenterait que 5 à 10 % du chiffre réel) contre 116 000 en 1960. Mais beaucoup d'éléments vont dans le sens d'une remontée de ce statut. Véritable règne du salaire à la tâche, il est l'incarnation de la flexibilité totale. L'allègement des coûts sociaux est considérable, le chômage technique ne coûte rien et peut être durable sans avoir à recourir à un licenciement, il n'est pas nécessaire de négocier l'aménagement d'horaires ou de réduction du temps de travail. A ce titre, le télé-travail (travail à domicile sur terminal et transmission du travail par télématique ou envoi de disquette) peut connaître de nouveaux développements, même si jusqu'à maintenant il reste peu développé. Tous ces éléments de flexibilité vont dans le sens d'une intensification du travail.

L'INTENSIFICATION DU TRAVAIL

Le climat social est un facteur important de gains de productivité. Les résultats à l'usine Renault de Billancourt sont à ce titre significatifs : la menace de fermeture totale du site et l'échec des mobilisations a permis des gains de productivité inespérés jusque-là par la direction. On retrouve ce même phénomène aux Etats-Unis dans le secteur automobile, remisant pour un temps certaines modernisations trop coûteuses. Mais ce climat ne suffit pas et le patronat préconise, et pratique déjà largement, de nouvelles propositions d'organisation du travail. Cette intensification ne passe pas forcément par une modification du processus de production.

Ces éléments sont bien connus : diminution des pauses, contrôle de la productivité par l'informatisation des tâches (les mouchards électroniques) — contrôle de la circulation du personnel par le biais des badges magnétiques —, flexibilité des horaires qui exclut du temps de travail les retards, etc.

Par ailleurs, la mise en œuvre capitaliste des nouvelles technologies se traduit aussi par cette intensification. Les nouvelles formes de pénibilité liées à l'informatique dans le secteur des services par exemple sont très significatives. L'organisation en continu supprime les pauses techniques liées au transfert d'un atelier à l'autre. Il faut aussi intégrer les effets de ces nouvelles technologies sur la qualification et les effectifs. Il n'y a pas de fatalité technologique, mais il est clair que la façon dont sont mises en œuvre ces innovations se traduit par les dégraissages d'effectifs, une certaine polyvalence du personnel, qui n'est pas toujours synonyme de meilleure qualification, et d'une exacerbation de la division exécution/conception.

Ces transformations alimentent là encore l'idée que l'emploi dans ces entreprises innovantes suppose une main-d'œuvre permanente et qualifiée, en opposition à la

précarité. Il y aurait donc une base matérielle au dualisme du marché du travail. En réalité, il peut y avoir complémentarité entre la flexibilité quantitative (on adapte la quantité de main-d'œuvre à la quantité de production) et la flexibilité qualitative (on adapte le type de produits — et donc le travail — à la demande sans pour autant modifier le volume de la production). Et là encore nous voyons bien l'interdépendance entre ces deux types de flexibilité qui vont toutes deux dans le même sens, à savoir la baisse des coûts relatifs de travail. Certes, il existe un écart de qualité d'emploi entre les précaires et les permanents, mais l'existence de la précarité permet que ces deux types d'emploi se dégradent ensemble, la seule condition étant que cet écart se maintienne. De plus, on peut assister dans de nombreux secteurs au transfert d'un certain nombre d'activités « périphériques » vers des services extérieurs (entretien, nettoyage, certaines actions de mercatique — ou marketing !) où les conditions de travail et le coût de celui-ci connaissent une situation dégradée.

Il faudrait bien sûr intégrer tout ce qui tourne autour de l'annualisation du temps de travail, qui permet de briser le cadre hebdomadaire avec à la clef l'abandon des repos hebdomadaires fixes, du calcul hebdomadaire du temps de travail et du nombre d'heures supplémentaires.

LA FLEXIBILITE, GARANTIE D'EMBAUCHES ?

Nous ne traitons pas ici de la flexibilité salariale et du pouvoir d'achat mais simplement de la « flexibilité » de l'emploi. Celle-ci est souvent justifiée comme pouvant relancer l'embauche. Or, les chefs d'entreprises, lorsqu'ils ne s'adressent pas à leurs salariés, avancent clairement comme frein à l'embauche le niveau de la demande. L'enquête réalisée par l'INSEE en 1986 auprès des entreprises aboutit à la conclusion que les nouvelles mesures réglementaires ou législatives n'infléchiront pas significativement la tendance prévue de l'emploi (c'est-à-dire la baisse puisque plus de 55 % d'entre elles prévoient une réduction d'effectifs). Seul un petit tiers des entreprises estiment que la flexibilité pourrait entraîner une légère modification à la hausse, et il s'agit pour l'essentiel de petites entreprises pour qui la flexibilité se résume à l'assouplissement des contrats à durée déterminée, l'aménagement du temps de travail et l'assouplissement des règles de licenciement (*Economie et Statistiques* n° 197).

L'observation du marché du travail met donc en évidence qu'il est impossible d'analyser les trois éléments de cette redoutable trilogie : chômage, précarité, flexibilité, de façon indépendante. L'interpénétration physique (au sens où des individus « circulent » entre ces trois situations) et surtout sociale de ces trois phénomènes illustre bien ce qu'est la gestion actuelle du marché du travail : renforcer la précarité et conserver un volant de chômeurs important afin d'aller vers une réduction du coût salarial. Il ne s'agit ni de figer la précarité ni de supprimer l'emploi à durée indéterminée mais d'exercer sur celui-ci une pression importante. Toutes les mesures intermédiaires ont la même fonction : présenter un discours social (mieux vaut 500 francs que rien, un mi-temps qu'un « zéro temps », un stage, etc.) tout en aggravant la situation réelle du marché du travail (pourquoi payer 5 000 francs quand on peut payer 2 000 ?). Ce volant de précarité permet de conserver une main-d'œuvre stable dans l'entreprise (avec les avantages que cela comporte pour l'entreprise) sensible aux pressions de la précarité et donc prêt à des concessions majeures.

Une démarche revendicative séparant les trois éléments de cette trilogie aboutit inévitablement à des solutions de gestion qui renforcent la dégradation d'ensemble du marché du travail. Ainsi, le raisonnement du « il vaut mieux être tuciste que chômeur », en voulant dans le meilleur des cas apporter une réponse sociale au chômage, aboutit à l'effet inverse : l'instauration d'un SMIC jeune qui ne résorbe en rien le chômage (le tuciste se substitue à un emploi) mais exerce une pression efficace à la baisse des salaires.

C'est cette démarche globale qui fonde l'idée que tout ce qui va dans le sens d'une amélioration de la situation de la classe ouvrière « favorisée » a des répercussions positives pour l'ensemble de la classe ou-

En 1982, sous le couvert de la relance de la négociation dans les entreprises, on passe d'une conception de l'horaire hebdomadaire collectif à une négociation de cet horaire au niveau de l'entreprise

L'ordonnance du 16 janvier 1982 :
— création d'un contingent annuel d'heures supplémentaires (130 heures) non soumis à autorisation préalable de l'inspecteur du travail ;
— la modulation de la durée hebdomadaire du travail est possible par accord d'entreprise sous réserve de ne pas dépasser 39 heures hebdomadaires en moyenne et plus de 10 heures par jour ;
— possibilité d'« équipes de suppléance » de fin de semaine (remise en cause du repos dominical au profit du repos hebdomadaire) ;
— possibilité de déroger à l'horaire collectif et donc d'individualiser les horaires.

Loi du 28 février 1986 :
C'est la fin du décompte hebdomadaire des heures supplémentaires remplacé par le décompte annuel (annualisation du temps de travail) — à condition qu'il y ait accord de branche. (Ils ont été obligés de le préciser car les accords d'entreprise respectaient de moins en moins souvent la légalité !)

Le plan Séguin :
— possibilité d'accords d'entreprise sur l'annualisation du temps de travail même en l'absence d'accord de branche ;
— la modulation n'est plus conditionnée par un accord sur la réduction du temps de travail ;
— possibilité de recourir au travail en continu pour raisons économiques (et non plus seulement techniques) par un accord de branche ;
— possibilité du travail de nuit pour les femmes ;

Face aux questions de l'emploi, la nécessité d'une démarche globale.

vrière, et surtout pour la partie exclue ou précarisée. Il ne s'agit donc en rien d'une défense des « privilèges ». La meilleure preuve en est que l'extension de la panoplie du traitement social ne s'est jamais traduite par une amélioration de la situation sur le marché du travail.

En conséquence, il est vital d'apporter des réponses en terme de création d'emplois préalablement (et non exclusivement) à toute proposition en direction des exclus ou précaires, comme, par exemple :

— Les 35 heures, vers les 30 heures, sans réduction de salaires. Il ne s'agit pas de choisir entre temps libre et pouvoir d'achat comme on nous le présente si souvent. De fait, depuis des années, il y a une réduction progressive du temps de travail avec en même temps une réduction du pouvoir d'achat. Les faits sont têtus, elle n'a pas permis de créer des emplois. Et la raison en est simple. Les entreprises reconnaissent elle mêmes la faiblesse de la demande. La réduction du temps de travail avec réduction de salaire n'améliore en rien la demande. La progression du pouvoir d'achat sans réduction du temps de travail ne crée pas d'emplois.

— Le refus de tout licenciement. L'entreprise doit proposer une réorientation (même partielle) de son activité afin de pouvoir continuer à employer ses salariés. Combien d'exemples y a-t-il d'entreprises investissant dans un nouveau secteur d'activité après avoir purement et simplement déposé le bilan d'un de leurs établissements ?

Quant au reclassement, les salariés doivent rester membres de l'entreprise tant qu'ils ne sont pas reclassés, et celui-ci ne doit pas pouvoir s'opérer sans leur accord. A la fois cela pénalise les entreprises cherchant à licencier et les contraint à se poser le problème d'un reclassement sans perte de salaires, avec le maintien des avantages acquis. Le reclassement actuel est dans 99 % des cas une vaste fumisterie : un emploi moins payé, avec plus de transports et sans les avantages acquis ou la porte. Quel choix !

— Une politique volontariste de créations d'emplois, ce qui passe par un fonds de création d'emploi, financé par un impôt sur le capital qui, par conséquent, toucherait plus fortement les entreprises rentables et représenterait la contribution obligatoire de ces entreprises à la création d'emplois. Bien sûr, il s'agit d'une ponction d'une partie du profit des entreprises en vue d'une socialisation réelle de la création d'emplois. Cela fait des années qu'on fait confiance aux patrons pour orienter l'investissement vers la création d'emplois. Le résultat est là.

Sur la base d'une politique volontariste de création d'emplois, qui suppose sans aucun doute d'être prêt à s'opposer aux refus, voire au sabotage de cette politique par les entreprises, doivent s'adjoindre des revendications en faveur de la population active sans emploi durable. Cette politique ne peut être une simple gestion de formations bidons ou de formations déjà dépassées. Les axes de cette politique doivent être d'assurer la réinsertion sociale des exclus ou précaires, à la fois par une garantie de pouvoir d'achat qui ne peut être inférieure au SMIC, mais aussi par leur intégration et leur participation à la politique de créations d'emplois.

Evidemment, nous sommes loin de la politique menée aujourd'hui, mais également loin de celle menée par la gauche de 1981 à 1986. L'évolution du marché du travail l'atteste : l'essentiel de la politique de la gauche, et notamment des propositions du PS, continue à s'inscrire dans une gestion « sociale » du chômage qui ne s'oppose pas réellement à la volonté du CNPF.

Décembre 1987
Elie Nicolas

René Char : le visage final

DIDIER HANNE

Deux géants dominaient la poésie française de notre temps. Henri Michaux est mort le 21 octobre 1984, comme englouti silencieusement — alors que son rayonnement était mondial —, fidèle jusqu'au bout à une certaine conception de l'écriture qui l'avait fait se tenir sobrement à l'écart de tout honneur, de toute reconnaissance officielle[1]... René Char vient de disparaître, avalé lui aussi *« dans la pompe horrible »*, et il faut cette mort, semble-t-il, pour que son nom soit découvert, signalé au grand public et son œuvre sortie au grand jour. Replié dans son village de l'Isle-sur-Sorgue, lui non plus, pourtant couvert de toutes les admirations dans la galaxie intellectuelle, n'avait jamais cédé à l'équivoque tentation de la « littérature-spectacle ».

Char, très jeune, participe à l'aventure surréaliste d'après-guerre. Malgré la brièveté de son séjour au sein du mouvement, il n'y sera pas un « second rôle », mais tout de suite propulsé aux avant-postes de toutes les batailles, somptueuses et désordonnées, poétiques et physiques, déclarées par André Breton et ses compagnons. De cette association tumultueuse nous reste un brûlot toujours vivant : *Ralentir travaux*, écrit en collaboration avec Breton et Eluard en 1930.

Mais Char s'émancipe rapidement de la tutelle surréaliste : dès 1934 (*le Marteau sans maître*) et 1936 (*Moulin premier*), on voit s'affirmer un style, une écriture semblable à nul autre, qui font de lui un *inventeur* à l'égal des plus grands. Contrairement à Michaux, autre fabriquant d'une langue parfaitement originale, qui broie et concasse les mots pour forger les véhicules susceptibles d'exprimer *« l'espace du dedans »*, Char, lui, déploie une écriture dont le fond est finalement d'un grand classicisme mais qui s'électrise de mille images impossibles, de mille contradictions et retournements de sens. L'aboutissement de ce travail, c'est le miracle d'une phrase où les mots, commme tenus à une imperceptible distance de leur sens initial, semblent acquérir une force, une énergie nouvelles. Et partout alors éclatent, fulgurent ces images extraordinaires qui vibrionnent dans les plus beaux poèmes de Char, *« étincelles nomades »*, comme il les nomme lui-même, qui paraissent jaillir silencieusement du frottement des silex.

Dans ses derniers ouvrages publiés, Char semble avoir un peu cédé à la tentation du procédé, et certains de ses textes frisent malheureusement le ridicule d'une poésie champêtre et bucolique, privée de densité. Mais il faut revenir au centre de cette vie (1907-1988) pour approcher les textes les plus beaux qui aient été écrits par Char : ils sont rassemblés en deux recueils magnifiques, *Fureur et Mystère* et *Recherche de la base et du sommet*. Une partie significative d'entre eux furent rédigés à un moment où, on le sait, Char s'engagea activement dans la résistance à l'occupant nazi. Franc-tireur et montagnard, Char, sous le sobre et mystérieux pseudonyme de « capitaine Alexandre », organisait et dirigeait tout un réseau

ALLÉGEANCE

Dans les rues de la ville il y a mon amour. Peu importe où il va dans le temps divisé. Il n'est plus mon amour, chacun peut lui parler. Il ne se souvient plus ; qui au juste l'aima ?

Il cherche son pareil dans le vœu des regards. L'espace qu'il parcourt est ma fidélité. Il dessine l'espoir et léger l'éconduit. Il est prépondérant sans qu'il y prenne part.

Je vis au fond de lui comme une épave heureuse. A mon insu, ma solitude est son trésor. Dans le grand méridien où s'inscrit son essor, ma liberté le creuse.

Dans les rues de la ville il y a mon amour. Peu importe où il va dans le temps divisé. Il n'est plus mon amour, chacun peut lui parler. Il ne se souvient plus ; qui au juste l'aima et l'éclaire de loin pour qu'il ne tombe pas ?

Extrait de *la Fontaine narrative* (1947), paru aux éditions Gallimard, dans *Fureur et Mystère*.

Le boulanger n'avait pas encore dégrafé les rideaux de fer de sa boutique que déjà le village était assiégé, bâillonné, hypnotisé, mis dans l'impossibilité de bouger. Deux compagnies de SS et un détachement de miliciens le tenaient sous la gueule de leurs mitrailleuses et de leurs mortiers. Alors commença l'épreuve.

Les habitants furent jetés hors des maisons et sommés de se rassembler sur la place centrale. Les clés sur les portes. Un vieux, dur d'oreille, qui ne tenait pas compte assez vite de l'ordre, vit les quatre murs et le toit de sa grange voler en morceaux sous l'effet d'une bombe. Depuis quatre heures j'étais éveillé. Marcelle était venue à mon volet me chuchoter l'alerte. J'avais reconnu immédiatement l'inutilité d'essayer de franchir le cordon de surveillance et de gagner la campagne. Je changeai rapidement de logis. La maison inhabitée où je me réfugiai autorisait, à toute extrémité, une résistance armée efficace, Je pouvais suivre de la fenêtre, derrière les rideaux jaunis, les allées et venues nerveuses des occupants. Pas un des miens n'était présent au village. Cette pensée me rassura. A quelques kilomètres de là, ils suivraient mes consignes et resteraient tapis. Des coups me parvenaient ponctués d'injures. Les SS avaient surpris un jeune maçon qui revenait de relever des collets. Sa frayeur le désigna à leurs tortures. Une voix se penchait hurlante sur le corps tuméfié : « Où est-il ? conduis-nous », suivie de silence. Et coups de pieds et coups de crosses de pleuvoir. Une rage insensée s'empara de moi, chassa mon angoisse. Mes mains communiquaient à mon arme leur sueur crispée exaltaient sa puissance contenue. Je calculais que le malheureux se tairait encore cinq minutes, puis, fatalement, il *parlerait*. J'eus honte de souhaiter sa mort avant cette échéance. Alors apparut jaillissant de chaque rue la marée des femmes, des enfants, des vieillards, se rendant au lieu de rassemblement, suivant un *plan concerté*. Ils se hâtaient sans hâte, ruisselant littéralement sur les SS, les paralysant « en toute bonne foi ». Le maçon fut laissé pour mort. Furieuse, la patrouille se fraya un chemin à travers la foule et porta ses pas plus loin. Avec une prudence infinie, maintenant des yeux anxieux et bons regardaient dans ma direction, passaient comme un jet de lampe sur ma fenêtre. Je me découvris à moitié et un sourire se détacha de ma pâleur. Je tenais à ces êtres par mille fils confiants dont pas un ne devait se rompre.

J'ai aimé farouchement mes semblables cette journée-là, bien au-delà du sacrifice.

Extrait des *Feuillets d'Hypnos* (1943-1944), paru aux éditions Gallimard, dans *Fureur et Mystère*.

chargé d'assurer la réception et la protection du matériel parachuté en Provence pour les maquis. Les *Feuillets d'hypnos*, édités après la guerre, contiennent l'admirable récit fragmenté de ces combats. Sans jamais sombrer dans le lyrisme guerrier et patriotard qu'a justement dénoncé Benjamin Péret dans *Déshonneur des poètes* à propos d'Aragon et d'Eluard, sans dissimuler l'âpreté et le sordide d'une lutte où tombent les amis et où pullulent les cas de conscience, Char réussit ici le singulier prodige, celui par lequel il nous fascine instamment, qui est de transformer l'*action* et la *poésie* en *« alliés substantiels »*, de montrer qu'elles sont, à un certain niveau d'intensité, compatibles, mieux : solidaires. C'est ce visage, avec *« sérénité crispée »* de l'homme d'action, d'un révolutionnaire en acte de son époque, qui s'impose à nous désormais, à propos de René Char. Comme le dit Gabriel Bounoure : *« Le poème de Char naît au moment où le partisan couché sur le sol, dans l'attente de l'ennemi, respire à cinq centimètres de sa narine un « brin de thym » qui lui rappelle que la souveraineté de l'acte doit encore se courber en vassalité amoureuse devant le plus humble végétal*[2]*. »*

Retenir aussi cette dernière image « publique » de Char en 1966, quittant son village et sa « bibliothèque en feu », s'ébrouant une nouvelle fois pour aller prendre parti, courageusement, en pleine euphorie autour de la bombinette gaulliste, contre l'implantation de missiles nucléaires sur le plateau d'Albion, *« territoire superbe, étriqué, bientôt empoisonné et couvert de crachats, démentiellement, pour des motifs sinistres, ceux des derniers instants*[3] *»*. Beau visage final, calme, massif et ridé du partisan réveillé, dérangé par une mobilisation encore une fois minoritaire, mais touchant à l'essentiel.

Nous luttons, il ne faut pas l'oublier, pour un monde improbable. Un monde où chacun puisse lire et laisser couler en soi l'énergie vitale, l'intelligence fraternelle de René Char.

Didier Hanne

1. Lire le récit, pudique et plein de noblesse, par Diane Grangefori, des derniers jours de la vie d'Henri Michaux dans la revue *Europe* de juin-juillet 1987.
2. Gabriel Bounoure, *René Char, Céreste et la Sorgue*, éd. Fata Moragana.
3. Extrait d'un entretien de René Char avec Raymond Jean dans *le Monde* du 11 novembre 1968.

Mikhaïl Gorbatchev, ou la quadrature du cercle

FRANÇOIS DIETRICH

La tentative de Gorbatchev continue de susciter les interrogations, les commentaires, les craintes et les espoirs. Il est vrai qu'avec le processus ouvert en URSS, l'histoire mondiale est entrée dans un nouveau tournant. L'issue de l'entreprise de Gorbatchev aura de grandes conséquences sur tous les rapports de forces politiques et sociaux à l'échelle internationale, qui déterminent sans cesse davantage les évolutions nationales ou régionales.
Mais l'URSS reste une réalité difficilement intégrable dans les schémas historiques sclérosés, que ce soient ceux des analystes bourgeois ou ceux des marxistes mécanistes. Pourtant, pour le mouvement ouvrier, et en particulier en Europe de l'Ouest et de l'Est, l'appréciation de la nature de la tentative de Gorbatchev, de ses implications, de ses limites, est une question vitale. Faut-il soutenir sa tentative en y voyant la renaissance d'un espoir socialiste à l'échelle historique ? Faut-il, au contraire, la dénoncer comme de la poudre aux yeux ? Le livre de Michel Tatu [1] nous fournit l'occasion de prolonger la réflexion sur cette question essentielle.

A l'heure où tant de journalistes confondent leur métier avec celui de propagandistes des idéologies capitalistes les plus fragiles, Michel Tatu fait honneur à son métier. Même si on ne partage pas ses options politiques ou idéologiques, il faut saluer la qualité du travail qu'il nous propose, la richesse de sa documentation, la profondeur de sa connaissance du monde soviétique, la prudence de ses jugements, et son souci de distinguer l'analyse des données et l'interprétation idéologique sommaire et abusive. Avec son précédent travail sur le problème de l'armement nucléaire intermédiaire en Europe [2], avec la banque de données informatisée sur l'URSS que son équipe a mise au point au sein du journal *Le Monde*, il permet à chacun d'alimenter une véritable réflexion collective.

LA FRAGILE STABILISATION DE LA BUREAUCRATIE

La contre-révolution stalinienne des années trente, de par son absence de légitimité historique, ne pouvait se réaliser que par le mode de la dictature, tant contre les ouvriers et les paysans que contre sa propre fragilité interne. Si l'on en croit Avtorkhanov [3], c'est parce que les dirigeants de la haute bureaucratie avaient conscience qu'une première phase de stabilisation était achevée et que la terreur devait prendre fin que Staline aurait été assassiné. Quoi qu'il en soit, la mort de Staline mettait fin à une époque et ouvrait la voie à un fonctionnement plus collectif du pouvoir bureaucratique central.

Après l'échec de Khrouchtchev, qui imprime aujourd'hui sa marque à toute la tentative de Gorbatchev, l'ère brejnévienne a montré que cette stabilisation était encore bien incertaine. Si ce n'était plus sous l'effet de la terreur, le règne de Brejnev était néanmoins à nouveau frappé par l'immobilisme politique, figeant le pouvoir dans un surréaliste défilé de vieillards. Michel Tatu nous montre ainsi comment le XXVIe Congrès du PCUS en 1981 se révélait incapable du moindre changement dans la composition des organismes dirigeants, tandis que le comité central n'était renouvelé que dans une proportion de 27 %, la plus faible de son histoire (page 175).

L'avènement de Gorbatchev au poste de secrétaire général a donc une double signification : d'une part, après un long « débat » entre conservateurs et modernistes, la bureaucratie soviétique est redevenue capable de mouvement et tout simplement de se reconfronter à la réalité so-

ciale ; d'autre part, le choix d'un homme jeune n'est pas seulement le fruit de la nécessité, car Michel Tatu montre bien comment d'autres choix étaient concevables, tels celui de Romanov ou de Grichine. Certes le choix de Gorbatchev est le produit d'une victoire d'appareil contre les éléments les plus conservateurs, mais il résulte surtout d'un compromis entre les différentes fractions, comme l'éclaire le rôle de « surveillant » et d'alternative potentielle qu'exerce Ligatchev au poste de responsable de l'idéologie et de l'information. Seul un tel compromis permet de comprendre le risque de mettre un homme jeune à un poste dont le mandat est en principe illimité : un tel choix permet la durée nécessaire à une véritable entreprise politique, mais le fonctionnement suffisamment collégial est une garantie, au moins relative, contre une trop grande autonomie du personnage.

AUX MARGES DU SERAIL

Cependant, le mode même d'accès de Gorbatchev au pouvoir fixe les limites de la stabilisation de la bureaucratie comme couche dirigeante. La venue au pouvoir de Gorbatchev illustre à sa façon le phénomène qui fait qu'en période de crise les représentants d'une classe dirigeante sur le déclin se recrutent souvent parmi ceux qui se situent aux marges ou même en opposition avec elle. Le sauveur Gorbatchev s'est terré durant des décennies dans des chemins de traverse pour réussir à accéder aux responsabilités réelles. A bien des égards, comme le montre la biographie de Michel Tatu, il est un homme d'appareil, mais il n'en est pas le simple produit, ni par la trajectoire de sa carrière, ni par son implication véritable dans les équipes dirigeantes de Khrouchtchev ou de Brejnev. C'est sa capacité à fuir les responsabilités semées d'embûches qui explique son ascension. Véritable « protégé » d'hommes comme Gromyko ou Souslov, le dirigeant actuel n'est donc pas le produit organique des élites bureaucratiques, qui ne s'avéraient justement plus capables que de mettre aux responsabilités majeures des vieillards falots. Dans le même temps, sa venue au pouvoir est autant le fruit de manœuvres d'appareil que de choix politiques raisonnés et débattus clairement, ne serait-ce qu'à l'échelle des niveaux supérieurs de la bureaucratie. Ainsi donc, au simple niveau des formes politiques, la venue au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev combine l'expression d'une stabilisation relative du pouvoir bureaucratique, sa capacité à s'autoréguler, mais dans des limites qui portent les stigmates de la décadence qui, au long de l'histoire, a affecté tous les appareils politiques des castes et classes dominantes en déclin.

UN CONSTAT LUCIDE

C'est dans ce rapport complexe à l'appareil bureaucratique dont il est devenu le secrétaire général que s'inscrit la caractéristique majeure de Mikhaïl Gorbatchev, sa lucidité quant à l'état réel du monde soviétique contemporain, et le défi vital que constitue sa confrontation avec le capitalisme et avec la Chine. En quelques phrases tout est dit sur l'impasse du système bureaucratique.

Lorsque Gorbatchev déclare à propos des nécessités de réforme de la gestion économique que *« ce qui gêne visiblement, c'est la peur de se tromper, la crainte d'en venir aux mesures décisives, et parfois le conservatisme pur et simple »* (page 128), il met le doigt sur l'incapacité du système social et politique bureaucratique à innover, à expérimenter, à tirer le bilan de tentatives faites dans tel ou tel domaine. L'immobilisme politique brejnevien est lié, reflet et cause, à l'immobilisme de la vie sociale.

Visitant l'usine Viaz, construite par Fiat, et qui produit les automobiles Lada, Gorbatchev fait le constat amer de ce que l'innovation technologique soviétique a pour seule ambition de copier au mieux celle du capitalisme : *« Toutes les fois que votre usine lance un nouveau modèle, on nous dit : la nouvelle automobile sera au niveau des meilleures modèles mondiaux. Mais je voudrais vous poser une question : pourquoi la Viaz se contente-t-elle d'un tel niveau ? Pourquoi ne vous fixez-vous pas un objectif de plus grande envergure : être une sorte de législateur de la*

mode automobile dans le monde ? (...) Il faut renoncer à la philosophie de l'imitation. Suivre les traces d'autrui, emprunter de sentiers battus ne vaut rien. » (page 144)

LE BOOMERANG DE LA « GLASNOST »

Mais d'ores et déjà, la tentative de Mikhaïl Gorbatchev apparaît comme une gageure. Si le secrétaire général a tant besoin des timides ouvertures démocratiques qu'il a initiées, c'est qu'il sait que l'énorme machinerie bureaucratique doit être contournée, cernée par un mouvement social capable de faire contrepoids. On peut mesurer l'inertie et la puissance de l'appareil lorsqu'on sait que Boris Eltsine, le bouillant fidèle qui a poussé le plus loin l'épuration de l'appareil de la région de Moscou, ce qui lui a valu son limogeage, a dû, pour nettoyer les écuries d'Augias, expulser vingt mille membres du parti, renvoyer dans les usines trente mille chercheurs inutiles et procéder à l'arrestation de huit cents responsables du commerce (page 156). Qu'en serait-il à l'échelle de l'URSS tout entière ? La politique d'ouverture, l'appel aux intellectuels, aux scientifiques, voire aux dissidents vise donc à contourner l'appareil bureaucratique lui-même. « *Avons-nous des garanties que le processus de transformation engagé sera conduit à son terme, que les erreurs passées ne se répéteront pas ? A ces questions, le politburo répond affirmativement : oui, nous avons de telles garanties (...). C'est le développement multiforme de la démocratisation du régime socialiste, la pleine restauration des principes léninistes de la transparence. (...) La restructuration n'est possible que par la démocratie et grâce à la démocratie.* » (page 144)

Mais, au-delà de la sincérité possible de l'orateur, voici apparaître l'impasse véritable de la tentative de Gorbatchev. La classe bourgeoise, parce qu'elle repose sur un mode de production qui a connu une légitimité historique basée sur une réelle croissance de forces productives, a été capable d'adapter ses formes de domination politique. Elle a pu repasser du fascisme à la démocratie parlementaire tout en sauvegardant l'essentiel de sa domination de classe. En URSS, le pouvoir de la bureaucratie est organiquement lié à la forme totalitaire du pouvoir du parti unique, vidant les organes démocratiques soviétiques de leur substance, éliminant les oppositions politiques. Il ne lui sera pas possible de revenir à une forme démocratique sans remettre en cause les bases mêmes de son pouvoir, dans ses racines économiques et sociales les plus profondes.

Déjà Michel Tatu formule le constat que la tentative gorbatchévienne piétine dangereusement, avant tout sur le terrain le plus essentiel, celui de la réforme économique. L'épisode des vacances prolongées d'aout 1987, l'affaire Eltsine, sont autant d'indices des limites dans laquelle la direction collégiale du politburo entend enfermer la politique du secrétaire général.

CHICHE, CAMARADE GORBATCHEV !

Pour autant le processus entamé en URSS peut-il laisser indifférent ? Non, car ce qui se passe aujourd'hui en URSS, produit de la tension extrême des contradictions du système bureaucratique, peut permettre l'ouverture d'un espace pour les oppositions politiques, la contestation sociale, permettre le réveil de la conscience de millions de travailleurs soviétiques. Dans ce sens, tout ce qui ira dans cette direction peut et doit être appuyé pour élargir l'ouverture. Le Printemps de Prague surgit il y a vingt ans dans un contexte fort analogue. En URSS, il n'y aura pas de « grand frère » pour intervenir. Mais comme à l'époque du khrouchtchévisme, la rupture avec les illusions sur les capacités de l'aile moderniste du régime à aller au bout de ses prétentions sera une condition nécessaire pour qu'émerge à l'Est une véritable alternative socialiste et démocratique. Commençons donc, à l'Ouest, à ne pas les entretenir.

François Dietrich

1. Michel Tatu, *Gorbatchev, l'URSS va-t-elle changer ?*, Le Centurion-*Le Monde*, Paris, 1987.
2. Michel Tatu, *la Bataille des euromissiles*, Le Seuil, Paris, 1983.
3. A. Avtorkhanov, *Staline assassiné*, Presses de la Renaissance, Paris, 1980.

A nouveau sur le Parti bolchevik

DAVID CAMERON

L'article de François Dietrich, « Le Parti bolchevik : mythes et réalités », publié dans *Critique communiste* numéro 68 de novembre 1987, a suscité des réactions. David Cameron apporte, ici, sa contribution sur le même sujet.

ON ne peut qu'être d'accord avec Dietrich quand il caractérise comme un *« conte pour enfants » « l'image d'un Parti bolchevik sorti tout armé dès la fin du XIXe siècle du cerveau de son fondateur »*. Il s'agit donc bien de chercher à comprendre l'histoire réelle de ce parti et celle de la théorie léniniste, lesquelles ont évolué ensemble, l'expérience de la construction de l'un modifiant l'autre et *vice versa*, le tout se nourrissant de l'expérience du mouvement ouvrier russe et des étapes successives de montée et de reflux du mouvement révolutionnaire.

Pourtant, force est de constater que F. Dietrich ne parvient pas à montrer quelle était la réalité du Parti bolchevik et quel rôle il a joué dans la Révolution russe. Et donc, en quoi, il fut nécessaire à la victoire de celle-ci. Nous utilisons le mot « nécessaire » au sens le plus strict : sans ce parti il n'y aurait pas eu de révolution prolétarienne victorieuse. Ce qui ne va pas sans conséquence dans le débat sur la nécessité d'un parti révolutionnaire aujourd'hui.

La vision présentée par F. Dietrich de l'histoire du Parti bolchevik est quelque peu partielle et schématique ; elle néglige des faits importants et elle ne nous aide donc pas à comprendre la réalité de ce parti.

Avant 1905, selon F. Dietrich *« les bolcheviks furent en effet une formation confinant à la secte »*, avec un fonctionnement *« pour le moins coupé de la spontanéité des masses »*. Mais, en 1905, et encore en 1917, ce parti sera sauvé essentiellement par l'élan révolutionnaire et l'énergie spontanée des masses qui se tournent vers lui et l'obligent à être à la fois démocratique et révolutionnaire.

En 1905, le parti *« va devoir ouvrir davantage ses organismes de base »* et *« modifier son régime interne en introduisant le principe électif des directions à tous les niveaux. »* En 1917, *« c'est le cours même de la révolution qui va obliger le parti à s'ouvrir à tous ceux et celles qui se tournent vers lui »*. En somme, *« lorsque le mouvement de masse fut suffisamment puissant, en 1905 et 1917, il obligea ce parti de révolutionnaires sincères à corriger son fonctionnement interne et la vision qu'il avait de son proppre rôle, notamment en reconnaissant le rôle des soviets comme organes du pouvoir révolutionnaire »*.

Va donc pour les périodes de montée révolutionnaire. Entre-temps, *« comme la poussée de 1905 avait démocratisé les rangs bolcheviks, le recul des années 1908-1912 va les rescléroser, y compris dans le sectarisme interne »* et encore : *« dans les années de recul jusqu'à la veille de 1917, le Parti bolchevik renoue avec ses travers sectaires qui lui interdisent de saisir dès le départ la portée de l'insurrection spontanée de février 1917 »*. Pour résumer : *« les travers sectaires et bureaucratiques indéniables du Parti bolchevik, qui ressurgirent à chaque phase de reflux, facilitèrent incontestablement la stalinisation du parti »*.

Il semble donc que la « forme-parti » (du moins la forme du Parti bolchevik) contient des éléments de bureaucratisation et de dogmatisme qui ne peuvent être contrecarrés que par un puissant mouvement de masse. En l'absence de celui-ci, c'est la sclérose, le sectarisme et, en fin de compte, la stalinisation. Si une telle vision a des points de contact avec la réalité, elle est par trop unilatérale. Sur ce point, et plus généralement, F. Dietrich néglige des éléments clés, tels que le programme et la stratégie de ce parti, sa capacité d'élaboration tactique, l'avant-garde ouvrière qui, dès 1905, en constituait l'ossature, la volonté de sa direction de construire un parti d'avant-garde.

On ne comprend pas à la lecture de son article ce qu'était le Parti bolchevik, qui étaient ses cadres, quels rapports il entretenait avec la classe ouvrière avant, pendant et après les périodes de montée révolutionnaire, comment il intervenait, comment se modifiaient ses analyses, comment a évolué la pensée de celui qui fut à la fois son principal théoricien et son organisateur en chef.

LE PARTI DE LA REVOLUTION

A la question « pourquoi le Parti bolchevik est devenu le parti de la révolution ? » (puisque selon lui il ne l'a pas « dirigée »), F. Dietrich répond : parce que les masses se sont tournées vers lui, l'obligeant à corriger son fonctionnement et ses erreurs politiques.

Mais pourquoi, en 1917, les masses se tournent vers lui, puisqu'il est sclérosé, sectaire et doté d'une *« direction plus qu'hésitante sur le caractère bourgeois démocratique ou prolétarien du mouvement »* ?

Parce qu'il s'agissait d'un parti des « révolutionnaires sincères » ? Les mencheviks ne l'étaient-ils pas, au moins leurs militants ouvriers qui ont massivement rejoint les bolcheviks en 1917 ?

Lénine semble y être aussi pour quelque chose puisque, en 1905, il dut déployer *« toute son énergie »* pour redresser le parti, et, en 1917, se trouve obligé de « pratiquement violenter » sa direction. On est dangereusement proche du *« mythe selon lequel Lénine esseulé eut toujours raison contre tous »* qui n'est évidemment pas le point de vue de F. Dietrich. Peut-être avait-il un rapport privilégié avec l'élan révolutionnaire des masses ? En tout état de cause c'est la direction du parti (sauf Lénine) et ses cadres qui se trouvent au banc des accusés. Vision très unilatérale : de l'équation parti-masses-Lénine disparaît la couche des travailleurs avancés qui constituait au moins à partir de 1905 le levier essentiel du parti et de son action.

Revenons aux origines de la démarche léniniste. En 1900, Lénine part du rôle central que, selon lui (et Plekhanov avant lui), le prolétariat devra jouer dans la Révolution russe. Ce qui justifie la création d'un parti ouvrier révolutionnaire indépendant de la bourgeoisie et capable de mener à la tête de tous les opprimés la lutte politique contre l'autocratie. La conscience politique de classe nécessaire à cette tâche *« ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons »*. Le parti doit être composé de l'avant-garde, de ceux qu ont déjà acquis cette conscience et qui sont décidés à militer de manière permanente. Son caractère organisationnellement centralisé découle de la nécessité de lutter contre un Etat centralisé. Ce sont ces constats-là, et pas autre chose, qui déterminent le clivage entre Lénine et les économistes d'abord, les mencheviks et Plekhanov ensuite. C'est ce qui différencie le courant bolchevik des autres courants de la social-démocratie. Non pas le caractère largement non prolétarien des militants, la cooptation plutôt que l'élection des dirigeants, et un climat fractionnel qui menait à *« des techniques politiciennes les plus discutables »*. Ce sont là des conséquences de la jeunesse du mouvement social-démocrate de son manque d'implantation ouvrière, des conditions de la clandestinité, de l'exil et de la prison. Faits communs à tous les courants.

A quoi s'ajoute la très grande confusion qui a entamé la scission entre les bolcheviks et les mencheviks en 1903 concernant la définition des critères d'appartenance au parti. Ce n'est qu'au bout de six mois que Lénine comprendra cette scission comme politiquement justifiée. Ce qui apparaîtra au grand jour lors de la révolution de 1905 et la divergence stratégique avec les mencheviks concernant le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution, défendu par Lénine même sous la forme ambiguë de « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ».

Outre cette clarification sur le rôle du prolétariat dans la révolution, ressort de l'expérience de 1905 une confirmation de la nécessité d'une organisation centralisée au regard de l'organisation de l'insurrection. C'est aussi une capacité du parti de Lénine d'intégrer à sa stratégie des phénomènes nouveaux surgis du mouvement réel de la classe : les soviets comme organismes de lutte et bases d'un gouverne-

Soldats mutinés pendant les journées de Février.

ment révolutionnaire. A comparer avec l'attitude des mencheviks : ceux-ci ont montré plus de souplesse face aux soviets en 1905, mais dont le schéma de révolution dirigée par la bourgeosie leur a interdit de comprendre le caractère stratégique des soviets dans la lutte contre le tsarisme. Pour Lénine lui-même, la compréhension de cette dimension stratégique des soviets ne deviendra totale qu'à la veille de 1917. Il révisera alors sa position sur la destruction de l'Etat bourgeois et la nécessité d'un Etat de dictature du prolétariat, et formulera le mot d'ordre de « Tout le pouvoir aux soviets ».

L'expérience de 1905 a confirmé aussi la théorie générale de Lénine sur le parti comme organisation centralisée et programmatiquement délimitée, au-delà d'un système d'organisation spécifique à la période devant la révolution (cercles largement composés de révolutionnaires professionnels, cooptation, stricte clandestinité. La transition à une organisation à composition largement ouvrière fonctionnant démocratiquement s'est faite au prix d'un conflit avec les « comitards », mais sans déchirement car existaient des bases politiques suffisamment solides.

1905 représente, dans l'histoire de la construction du parti, la fusion entre les noyaux révolutionnaires antérieurs et l'avant-garde ouvrière née de la montée révolutionnaire. Fusion qui sera affaiblie, sans être annulée, pendant les années noires de la réaction entre 1907 et 1911, avant que le processus soit complété en 1912-1914, puis jusqu'en 1917. Notons au passage que des milliers de militants ouvriers, censés être réfractaires à un système de cooptation après l'expérience des soviets de 1905, l'ont accepté sans problèmes après 1907 quand le recul de la vague révolutionnaire l'a rendu nécessaire. C'est donc un parti dont la composition et le fonctionnement ont été profondément modifiés qui, après 1907, affronte les années de recul. Mais c'est aussi un parti dont les principes fondamentaux se trouvent confirmés par l'expérience de cette « répétition générale » : indépendance de la bourgeoisie, centralisation, délimitation et sélection de militants sur des critères programmatiques et de disponibilité pour militer dans une organisation du parti... D'ailleurs, le principe de la sélection de militants n'est nullement mis en cause par l'intégration massive de travailleurs combatifs en 1905-1906 à un moment où ceux-ci sont capables d'évoluer vers des positions révolutionnaires et de s'engager avec une rapidité qui peut déconcerter les dogmatistes. Il en sera de même à plus grande échelle en 1917.

Avec la période de réaction qui commence en 1907, le Parti bolchevik comme toutes les organisations ouvrières va connaître une chute de ses effectifs et un rétrécissement de ses capacités d'action en Russie. Se sclérose-t-il pour autant ? Dans quel sens ? Sur le plan organisationnel il est clair qu'il ne peut plus fonctionner de la même manière qu'en 1906-1907. Mais politiquement il s'agit de tirer les leçons de 1905 et de s'adapter à la période de reflux, ce qui conduit à des luttes entre les bolcheviks et les mencheviks, et entre les bolcheviks eux-mêmes. Situation moins réjouissante que le bain dans un mouvement de masse. Mais, tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, il a fallu passer par de telles périodes, qui sont souvent la préparation nécessaire à une nouvelle montée des luttes. Il en fut ainsi avec les batailles fractionnelles qui ont précédé 1905.

Le contenu des batailles politiques de l'époque témoigne de l'intransigeance de Lénine dans la défense politique et pratique de l'existence d'un parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie ; celle-ci découle de son analyse du rôle du prolétariat dans la révolution. Les luttes qu'il mène à la fois contre les mencheviks, qui voulaient liquider le parti clandestin (c'est-à-dire, dans les conditions concrètes de la Russie à l'époque, le parti tout court), et contre les courants bolcheviks ultra-gauches, qui voulaient boycotter le parlement tsariste et

les syndicats légaux, furent strictement nécessaires pour que, lors du retournement de la situation en 1911-1912, le parti soit capable de se relancer dans un véritable travail de masse.

La scission définitive (on ne saurait s'étendre ici sur le caractère toujours fragile et provisoire des époques de « semi-unité » entre bolcheviks et mencheviks entre 1905 et 1912), consommée à la conférence de Prague des bolcheviks en janvier 1912, fut la conséquence de la remise en question du cadre organisationnnel commun par une majorité des mencheviks et de l'incapacité des autres de rompre avec ceux-ci.

Quant aux gauchistes bolcheviks, il semble plus important de souligner non le « sectarisme interne » de Lénine (dans de telles périodes, les luttes politiques, qui par définition ne peuvent pas être tranchées par la pratique, sont toujours plus âpres et mènent fréquemment à des ruptures organisationnelles) mais le véritable sectarisme politique d'une partie des cadres bolcheviks qui ne surent pas adapter leur tactique à la nouvelle situation ; et dont la défaite politique était nécessaire pour que le parti soit capable d'agir et survivre.

LA REMONTEE DES LUTTES

C'est donc un parti qui a su défendre son programme et son organisation dans une période de grande démoralisation qui allait aborder la remontée des luttes en 1911-1912. Car, contrairement à la formule de F. Dietrich sur *« les années de recul, jusqu'à la veille de 1917 »*, il n'est pas possible de considérer les années 1912-1917, à la différence des années 1907-1911, comme une période de recul. Le tournant commence en 1911 et, par la suite, tous les indices de combativité et d'activité politique de la classe ouvrière croissent jusqu'au mois de juillet 1914, qui voit des barricades dans les rues de Saint-Petersbourg. Cette montée est interrompue par l'éclatement de la guerre. Le mouvement des masses recommence à monter en 1915 pour culminer dans la révolution de février.

F. Dietrich affirme : *« Quant à l'activité du parti dans la préparation même de la révolution le Parti bolchevik était devenu, à la veille de février, une force exsangue, dont la direction décapitée ne parvenait même plus à faire éditer régulièrement tracts et journaux. »* Il s'agit là d'un mythe qui, pour être assez largement répandu, n'en est pas moins faux. Il n'y manque que l'image d'un Lénine isolé, en exil, ne contrôlant plus rien, pour ne plus rien comprendre à la suite, à savoir la révolution dirigée par ce parti et cette direction.

Car la période entre 1912 et 1917 est effectivement cruciale pour comprendre la suite. C'est pendant cette période que le Parti bolchevik devient un parti de masse. Plus exactement, il devient le parti de l'avant-garde ouvrière disposant d'une audience de masse et de multiples liens avec celle-ci. Ceci est surtout vrai en ce qui concerne Saint-Petersbourg, ville qui jouait un rôle phare dans le mouvement ouvrier russe à la veille de 1917.

Le retournement de situation commence en 1910-1911 avec le mouvement étudiant, la courbe des grèves monte à partir de 1911. Après le massacre des mineurs d'or du Lena, en avril 1912, on assiste à une grève de quatre cent mille ouvriers le 1er mai. Le mouvement continue sa courbe ascendante jusqu'au début de la guerre. Dans les six premiers mois de 1914, 1 059 000 travailleurs participèrent à des grèves politiques (1 843 000 pour toute l'année 1905). C'est dans ce contexte que le Parti bolchevik se transforme en parti de masse. Sans dissoudre ses structures clandestines, au contraire en les renforçant, il profite de chaque ouverture, combinant travail légal et illégal.

Déjà en décembre 1910, les bolcheviks avaient créé un hebdomadaire légal, *Zvezda*, qui, à partir de janvier 1911, était publié deux fois par semaine, et trois fois par semaine à partir de mars 1911. En avril 1912, ils lancent le quotidien la *Pravda*, qui atteindra les 40 000 et 60 000 exemplaires, chiffre énorme pour la Russie de l'époque. Le journal servait d'organisateur des groupes ouvriers lecteurs, qui constituaient en quelque sorte une périphérie sympathisante et légale du parti illégal. Les groupes d'ouvriers lecteurs de la *Pravda* furent quatre fois plus nombreux que ceux organisés autour du journal des mencheviks. L'autre grand axe du travail légal du parti était représenté par le groupe

Trotsky, Lénine et Kamenev.

des députés. Aux élections à la quatrième Douma, en 1912, les bolcheviks eurent six députés élus contre sept pour les mencheviks. Mais les collèges électoraux où furent élus les bolcheviks regroupaient 1 144 000 ouvriers d'industrie, contre 136 000 pour les mencheviks. Ces députés, profitant de leur statut, jouaient le rôle de véritables « tribuns populaires » et assuraient les liens entre les structures légales et illégales. Le parti s'implantait aussi dans les syndicats et, plus encore, dans les organismes des assurances-maladie.

En 1913, le directeur du département de police tsariste écrivait : *« Il y a maintenant des cercles, cellules et organisations bolchevistes dans toutes les villes. Une correspondance et des contacts permanents ont été établis avec presque tous les centres industriels. Le comité central fonctionne presque régulièrement et se trouve entièrement dans les mains de Lénine* [ce dernier, de son lien d'exil à Cracovie, dirigeait la *Pravda* et l'activité des députés]. *Vu ce qui vient d'être dit, il n'est rien d'étonnant à ce qu'actuellement le rassemblement de tout le parti clandestin se fasse autour des organisations bolchevistes et que ces dernières représentent en fait le parti ouvrier social-démocrate russe. »*

Malgré les coups de la répression pendant la guerre (comme d'ailleurs avant 1914) l'organisation bolchevique ne fut pas détruite, loin de là. Son activité est décrite de façon détaillée dans les *Mémoires* d'Alexandre Chlyapnikov, futur dirigeant de l'Opposition ouvrière et principal agent du comité central en Russie entre 1914 et 1917. Il explique les liaisons avec la direction à l'étranger et les groupes en exil dans divers pays, ainsi que la campagne contre la participation des industries de guerre (structures de collaboration de classe), le rôle joué dans les grèves et manifestations politiques, l'organisation du travail dans les organismes d'assurance-maladie qui constituaient le seul cadre de travail légal pendant la guerre, l'organisation bolchevique dans la flotte de la Baltique...

Il n'en ressort pas l'image d'un parti exsangue et paralysé. Entre la fin du mois de juillet 1914 et la révolution de février, l'organisation bolchevique de Saint-Petersbourg publiait environ cent soixante tracts avec diffusion totale de cinq cent mille exemplaires : en moyenne cinq tracts par mois à trois mille exemplaires chacun, ce qui est remarquable dans les conditions de la guerre et de la clandestinité. Quant au nombre de militants, à la conférence d'Orianenbaum de toutes les fractions social-démocrates en janvier 1915, les chiffres pour les organisations de Pétrograd furent : 1 200 bolcheviks, 200 mencheviks et 60-80 pour le groupe de Trotsky. En juin 1916, un rapport de la police donnait 2 000 bolcheviks à Petrograd et, pour la fin de cette année, Chlyapnikov donne un chiffre de 3 000.

Un recensement rétrospectif du Parti bolchevik en 1922 arrive à un chiffre de 23 600 membres du parti avant la révolution de février. Ce même recensement montre une grande continuité parmi les militants, environ 2 000 ayant adhéré avant 1905 et beaucoup plus à partir de 1905. Pour les délégués au 6e Congrès du parti en août 1917, la moyenne d'années d'appartenance au parti était de huit années et trois mois. La moitié d'entre eux avait plus de dix ans de parti et 20 % avaient adhéré avant 1905.

LE TEST DE 1917

C'est un parti dirigé par ces cadres-là qui aborda le test de 1917. Ce sont eux qui ont donné la majorité aux thèses de Lénine à partir d'avril 1917. Dans la mesure où la spontanéité des masses et des nouveaux adhérents pesait, elle pesait par l'intermédiaire de ces cadres trempés par de longues années de lutte.

En ce qui concerne la révolution de février, il est vrai que la direction du parti à Petrograd était plus qu'hésitante sur le caractère bourgeois démocratique ou pro-

létarien de la révolution. Mais il faut ajouter deux choses. D'abord, elle ne faisait qu'exprimer l'ambiguïté de la formule de Lénine, qui fut celle de tout le parti, sur la « dictature démocratique ». Mais aussi, dans les premières semaines de la révolution, la pression pour soutenir le gouvernement provisoire et la « défense révolutionnaire » fut considérable. Les masses ont dû faire l'expérience de ce gouvernement avant de se tourner vers les bolcheviks et leurs mots d'ordre.

Une vision des masses qui auraient déjà été en février-mars à gauche des bolcheviks est pour le moins à nuancer. Si les hésitations sur l'attitude de soutien critique au gouvernement provisoire furent critiquées par un certain nombre de dirigeants et militants ouvriers bolcheviks (pas tous), les masses (y compris les masses ouvrières) votaient en février-mars pour des partis à droite des bolcheviks et dont le soutien au gouvernement provisoire, où siégeaient d'ailleurs leurs dirigeants, n'était pas hésitant. La situation commença à changer en avril, mai, juin. Et l'interveniton consciente du Parti bolchevik et de sa direction y fut pour quelque chose. Nous y reviendrons, mais d'abord quelques remarques sur la révolution de février.

Au-delà de l'initiale sous-estimation grave de la portée des événements de la part des dirigeants présents à Petrograd, quelle fut le caractère véritable de cet événement ? Trotsky consacre un chapitre de son *Histoire de la Révolution russe* à la question « Qui dirigea la révolution de février ? » Ayant écarté l'idée que « *personne n'a conduit la révolution, elle s'est faite toute seule* », (ce qu'il appelle « *la théorie des "forces élémentaires"* »), il explique : « *A la question posée ci-dessus : qui donc a guidé la révolution de février ? Nous pouvons par conséquent répondre avec la netteté désirable : des ouvriers conscients et bien trempés qui surtout avaient été formés à l'école du parti de Lénine.* »

Trotsky ajoute aussitôt : « *Mais cette direction, si elle était suffisante pour assurer la victoire de l'insurrection, n'était pas en mesure de mettre, dès le début, la conduite de la révolution entre les mains de l'avant-garde prolétarienne* ». Pour que « *la conduite de la révolution fut mise entre les mains de l'avant-garde prolétarienne* » il faudra encore dix mois. Il faudra surtout que cette avant-garde prolétarienne, déjà organisée dans le Parti bolchevik, et qui allait se renforcer au fil des mois de l'apport de forces neuves et surtout jeunes, fasse preuve de ses capacités à résoudre une série de problèmes tactiques. Et ce afin de gagner à la révolution socialiste la grande majorité de la classe ouvrière, et une bonne partie des masses paysannes, surtout ses éléments sous l'uniforme au front ou dans les grandes villes. Tâche encore plus complexe que la détermination du bon mot d'ordre (« Tout le pouvoir aux soviets »), le réinvestissement dans « *l'expérience de 1917 des leçons essentielles de 1905* », et la confiance en l'élan révolutionnaire des travailleurs.

En 1917, les bolcheviks ont d'abord avancé le mot d'ordre de « tout le pouvoir » à des soviets qui étaient sous direction menchevik-socialiste révolutionnaire, avec l'objectif d'y gagner pacifiquement une majorité. Refusant d'avancer le mot d'ordre de « renversement du gouvernement provisoire », ils ont concentré leur tir contre les institutions de l'Etat tsariste et les ministres bourgeois. En juillet, la direction du parti a dû restreindre l'offensive spontanée du prolétariat de Petrograd. Les bolcheviks ont ensuite abandonné le mot d'ordre de « *Tout le pouvoir aux soviets* » et se sont interrogés sur l'avenir de ces derniers au moment de la montée de la réaction, et compte tenu du rôle joué par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires après les journées de juillet. Ils ont dû appliquer contre Kornilov une tactique anticipant le front unique avant de devenir majoritaires dans les soviets et de poser la question de la prise du pouvoir. Tous ces tournants ont été l'occasion de débats passionnés, et ce pas uniquement dans la direction, de ruptures de discipline passagères à gauche et à droite. La cohésion politique profonde du parti, forgée sur quinze ans, rendit possible ces débats. La condition de la mise en œuvre des décisions fut l'existence de milliers de cadres du parti, formés durant des années.

Un dernier mot concernant les divergences sur l'insurrection d'Octobre. Qui

« proposait d'attendre la convocation du IIe Congrès pan-russe des soviets afin qu'il en prenne l'initiative » ? Dans un article de mars 1937, « Comment l'insurrection a eu lieu ? », Trotsky se défend d'avoir proposé un tel *« schéma mécaniste »* que Lénine avait qualifié avec justesse comme relevant d'*« illusions constitutionnalistes »*. Il ajoute : *« Convoquer à l'avance le congrès des soviets pour n'appeler que plus tard à l'insurrection aurait signifié faciliter pour nos advervaires la possibilité de frapper... avant l'insurrection. »* En effet, l'insurrection fut déclenché par le Comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd (en réalité par le comité central du Parti bolchevik) juste avant la réunion du congrès où les bolcheviks furent, bien sûr, majoritaires.

Dès le moment où Lénine, sortant de la clandestiné d'où il avait eu du mal à saisir les aspects tactiques de l'insurrection, comprit la démarche de Trotsky et surtout vit le résultat, leur divergence passagère fut entièrement dépassée.

Pour conclure, reposons la question de F. Dietrich : qu'est-ce qui nous reste de l'expérience bolchevique aujourd'hui ? Qu'est-ce qu'il faut en retenir ? Le parti bolchevik a dirigé le prolétariat dans la révolution (ce qui ne signifie pas qu'il se serait substituér à lui, ni qu'il aurait dirigé à la baguette, mais bien qu'il a dirigé politiquement) parce qu'il présentait certaines caractéristiques. Lesquelles ? D'abord, il avait un projet stratégique centré sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans cette révolution. Ce projet est resté « algébrique » jusqu'en 1917 quant aux rapports précis entre révolution bourgeoise dirigée par le prolétariat et révolution socialiste, et relations entre prolétariat et paysannerie. Mais était fondamentale l'éducation du parti dans un esprit d'indépendance absolue par rapport à la bourgeoisie.

Deuxièmement ce parti avait la capacité de traduire son projet stratégique en orientations tactiques, mots d'ordre et initiatives, ainsi que de les modifier, parfois très rapidement, à la lumière de l'expérience. Troisièmement, il a pu fonctionner de cette manière parce que délimité politiquement et organisationnellement de la masse de sa classe, donc capable d'agir sur elle en pesant de tout son poids pour l'aider à devenir consciente de son rôle et à agir. Quatrièmement, il était composé non pas d'une avant-garde définie simplement sur le plan idéologique, mais d'un corps de cadres formé par une expérience commune à travers les hauts et les bas de la lutte des classes sur une période de quinze années.

Enfin, ce parti et ses cadres étaient profondément enracinés, voire fusionnés avec avec la couche des travailleurs avancés, l'avant-garde ouvrière. C'est d'ailleurs la destruction de cette couche et son non-renouvellement entre 1917 et 1921 qui ont créé les conditions de la bureaucratisation du parti. La formation de ses cadres et les liens vivants qu'il entretenait avec la classe ouvrière furent le résultat d'un processus long. Un parti révolutionnaire ne s'improvise pas dans le feu de la révolution. C'est d'ailleurs ce que nous confirme l'expérience positive et négative de toutes les révolutions socialistes du XXe siècle, à l'exception possible de la révolution cubaine.

Un dernier mot sur les rapports entre parti(s) et structures d'auto-organisation. Les rapports entre le parti organisant l'avant-garde et ces structures assemblant tout la classe sont évidemment complémentaires, et dans leur articulation se trouve la clef d'un pouvoir des travailleurs. Mais quand F. Dietrich dit que *« les stuctures démocratiques du pouvoir doivent mêler dans un combat commun toutes les tendances et tous les partis »*, cela ne correspond qu'à la première phase de la Révolution russe, où les soviets gardaient un caractère de front unique. Plus tard, à l'épreuve de l'insurrection, furent rejetés de l'autre côté de la barrière, les partis ouvriers qui refusaient de rompre avec la bourgeoisie et qui s'opposaient donc aux structures démocratiques du pouvoir des travailleurs. Mais à ce moment-là l'essentiel de leur base ouvrière était passée du côté de la révolution.

David Cameron

ABONNEMENT A DOMICILE

	France DOM-TOM	Etranger
2. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F
3. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F	
4. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F
5. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F
6. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an	250 F	250 F
7. QUATRIEME INTERNATIONALE (4 numéros)	100 F	170 F

6. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)

3 mois : 200 F — 6 mois : 400 F — 1 an : 800 F

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Formule choisie .....

Règlement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
☎ 48 59 00 80

NOUVEAUTÉS LA BRÈCHE

En avant-première, voici une description des livres que nous présenterons lors des salons du livre de Paris (du 14 au 20 avril) et de Genève (du 11 au 15 mai).

La Marche de Wang Fanxi, mémoires d'un révolutionnaire chinois.
Ce témoignage de première main sur les origines du communisme chinois traduit une admirable tenacité dans la lutte, une intégrité dans la pensée et la dignité dans les défaites. Il passionnera tous ceux et celles qui s'intéressent à l'histoire de la Chine et du mouvement communiste international. 320 pages. 98 francs.

Automne à Santiago, de Nicolas Siterre. Chronique romancée des événements tragiques qui se sont déroulés à l'automne 1985, lorsque la dictature a massacré plusieurs dirigeants et militants de gauche chiliens.

L'Ennemi intérieur, de Maurice Rasjfus (co-édition avec EDI). Une analyse sans concession de la situation présente en Israël et dans les territoires occupés. Ce livre comporte une partie consacrée à l'université de Bir Zeit, un entretien avec M. Warschawsky, une enquête dans un camp.

Le Marché contre l'autogestion, l'expérience yougoslave, de Catherine Samary (co-édition avec Publisud). « Au moment où l'expérience yougoslave prend une tournure tragique, le livre de Catherine Samary permet d'en tirer les leçons du point de vue de l'autogestion elle-même comme projet émancipateur. Leçons d'actualité, dans le contexte brûlant des réformes en URSS, en Chine, en Hongrie, etc. Leçons théoriques et pratiques pour toute société qui se pose le problème de sa transformation socialiste dans le cadre d'un environnement capitaliste incontournable. (...) L'ouvrage est une critique radicale des approches des "lois économiques" a-historiques et au-dessus des classes. Son intérêt particulier provient du va-et-vient entre les questions théoriques de la transition au socialisme et l'histoire vécue des réformes économiques dans leur succession depuis quarante ans. » (extrait de la préface d'Ernest Mandel)

1968-1988, un livre d'Alain Krivine sur la période.

22 Nouvelles sur Mai 68, par des auteurs de polar célèbres et moins célèbres, parmi lesquels Demure, Delteil, Vilar, Jonquet, Daeninckx, Fajardie, Puiy, -ky, Macchiavelli, Périgot, Jaouen.

Racines n°3 : La LCR et le mouvement syndical, la démarche revendicative de la LCR.

Cahiers d'étude et de recherche n°7-8 : « Plan, marché et démocratie, l'expérience des pays dits socialistes », par Catherine Samary, 64 pages, 40 francs.

Tous ces titres peuvent être commandés à PEC : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil

librairie
diffusion
LA BRECHE

heures d'ouverture
lundi : de 14 h 00 à 20 h 00
du mardi au samedi
de 12 h 00 à 20 h 00

Achetez-y tous vos livres

5 % d'avoir à partir
de 500 F d'achats (de livres)

9, rue de Tunis, 75011 Paris
Tél : 43 67 63 57

Chroniques vietnamiennes

Numéro spécial consacré à l'analyse détaillée d'un livre qui n'a pas encore été traduit : *les Mémoires de Hoang van Hoan*, compagnon de Hô Chi Minh, ancien membre du bureau politique, réfugié en Chine depuis 1979. C'est une mine d'informations inédite sur l'Oncle Hô et un éclairage non officiel des événements en Asie du Sud-Est.
20 francs. Abonnement 4 numéros, 60 francs. Chèques à l'ordre de « Chroniques vietnamiennes », à adresser à Chroniques vietnamiennes, BP 746, 75532 Paris cédex 11.

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : **Christian Lamotte.** Imprimerie Rotographie.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551